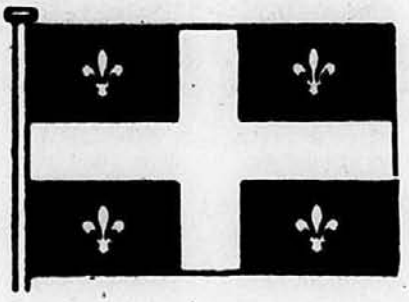

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 décembre 1958

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5. L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6. Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7. La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 20th, 1958

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 13794-58)

Airlie Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, de St-Laurent, Leonard Liverman et Julius Briskin, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Airlie Development Corporation", avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de $3,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du burdau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 13794-58)

Airlie Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: Arthur Yanofsky, of St. Laurent, Leonard Liverman and Julius Briskin, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Airlie Development Corporation", with a capital stock divided into 500 common shares having no nominal or par value and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than $3,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13875-58)

Arctic Anglers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1958, constituant en corporation: Roland-Gérard Lefrançois, Jean Goulet, Jacques Lalonde, avocats, Lise Parant, Denyse Moreau, toutes deux secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre la pratique de la pêche, chasse et autres sports, sous le nom de "Arctic Anglers Inc.", avec un capital-actions total divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec leque la compagnie commencera ses activités sera de $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Fort Chimo, (Baie Ungava) territoire du nouveau Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13875-58)

Arctic Anglers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1958, incorporating: Roland-Gérard Lefrançois, Jean Goulet, Jacques Lalonde, advocates, Lise Parant and Denyse Moreau, both secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on fishing, hunting and other sports, under the name of "Arctic Anglers Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company wil commence its operations will be $10,000.

The head office of the company will be at Fort Chimo, (Ungava Bay) New Quebec Territory.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13647-58)

Arnold's Men's & Ladies Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Morris Chaikelson, Harry Blank, avocats, Lucille Taillefer, secrétaire, fille majeure, et Denise LeBlanc, secrétaire, épouse commune en biens, d'André LeBlanc, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements articles vestimentaires pour dames et messieurs, sous le nom de "Arnold's Men's & Ladies Wear Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13647-58)

Arnold's Men's & Ladies Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Morris Chaikelson, Harry Blank, advocates, Lucille Taillefer, secretary, fille majeure, and Denise LeBlanc, secretary, wife common as to property of André LeBlanc, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and women's clothing and wearing apparel, under the name of "Arnold's Men's & Ladies Wear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13314-58)

Belvedere Motel Inc.
Motel Belvedère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1958, constituant en corporation: André Surprenant, avocat, de St-Sauveur, Mme Françoise Roy, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Roy, de Longueuil, et Maurice Mercure, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, restaurants, postes de service et garages; exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Belvedere Motel Inc.— Motel Belvedère Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

(A.G. 13314-58)

Belvedere Motel Inc.
Motel Belvedère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1958, incorporating: André Surprenant, advocate, of St-Sauveur, Mrs. Françoise Roy, secretary, wife separate as to property of Guy Roy, of Longeuil, and Maurice Mercure, advocate, of the town of Mount-Royal, for the following purposes:

To operate motels, hotels, restaurants, service stations and garages; to operate a business dealing in furniture; to carry on business as general building contractors under the name of "Belvedere Motel Inc.— Motel Belvedère Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 333, rue Craig, est, chambre 211, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13910-58)

Boivin & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, de Sillery, André Levesque et Jules Bernatchez, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, sous le nom de "Boivin & Fils Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14061-58)

Cook Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1958, constituant en corporation: Claude Royer, notaire, de Ste-Foy, Marc-André Blouin, courtier, et Yves Royer, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Cook Furniture Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 621, boulevard Charest, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13605-58)

Covenant Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1958, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, avocats, Dorothy Martel, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et John J. Wasserman, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction, amélioration, portefeuille et placements, sous le nom de "Covenant Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company will be at 333 Craig Street, East, room 211, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13910-58)

Boivin & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October 1958, incorporating: Sydney Lazarovitz, of Sillery, André Levesque and Jules Bernatchez, of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in wearing apparel, under the name of "Boivin & Fils Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 400 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14061-58)

Cook Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November 1958, incorporating: Claude Royer, notary, of St. Foy, Marc-André Blouin, broker, and Yves Royer, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture and novelties, under the name of "Cook Furniture Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 621 Charest Boulevard. Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13605-58)

Covenant Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1958, incorporating: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, advocates, Dorothy Martel, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and John J. Wasserman, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement, holding and investment company, under the name of "Covenant Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13905-58)

Craftbilt Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Moe Ackman, Irwin Gliserman, avocats et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Craftbilt Construction Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privolégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13809-58)

Damas Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte au précédent, sous le nom de "Damas Investment Corp.", avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13964-58)

Denver Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1958, constituant en corporation: John Maria Cerini, de Montréal, Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire et Herbert Clements Salmon, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Denver Construction Ltd.", avec un capital total de $5,000, diviwé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13905-58)

Craftbilt Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Moe Ackman, Irwin Gliserman, advocates, and Annette Katz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Craftbilt Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13809-58)

Damas Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Sylvia Vineberg, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Godfroy Marin, advocate of Pointe Claire, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Damas Investment Corp."; with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13964-58)

Denver Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1958, incorporating: John Maria Cerini, of Montreal, Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, and Herbert Clements Salmon, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Denver Construction Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Larence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13796-58)

Elaine Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: David Miller, manufacturier, Lillian Lazare et Jeannette Mol, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements sous le nom de "Elaine Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant.
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13906-58)

Entreprise Primo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et comme compagnie d'immeubles, sous le nom de "Entreprise Primo Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 290 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13586-58)

Entreprises Chenco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1958, constituant en corporation: Henri Chaurette, gérant, Rosaire Langevin, comptable, Paul Tardif, agent d'affaires, Édouard Brochu, professeur, Roland Fontaine, grossiste, Lucien Fortier, dentiste, tous six de Ville St-Eustache, et Claude Vézina, professeur, de Ville d'Oka, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements immobiliers, sous le nom de "Entreprises Chenco Inc.", avec un capital total de $99,000, divisé en 9,900 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1958:

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13796-58)

Elaine Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: David Miller, Manufacturer, Lillian Lazare and Jeannette Mol, Secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Elaine Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13906-58)

Entreprise Primo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1958, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and real estate company, under the name of "Entreprises Primo Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 100 common shares of $10 each and 290 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13586-58)

Entreprises Chenco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November 1958, incorporating: Henri Chaurette, manager, Rosaire Langevin, accountant, Paul Tardif, business agent, Édouard Brochu, professor, Roland Fontaine, wholesaler, Lucien Fortier, dentist, all six of the Town of St. Eustache, and Claude Vézina, professor, of the Town of Oka, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Entreprises Chenco Inc.", with a total capital stock of $99,000, divided into 9,900 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at the town of St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13909-58)

Fern Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation: Shirley Simon, Claude Morin, secrétaires, et Ellen Haggenmueller, commis, toutes filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Fern Realty Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13909-58)

Fern Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1958, incorporating: Shirley Simon, Claude Morin, secretaries, and Ellen Haggenmueller, clerk, all filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Fern Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13896-58)

Ferronnerie Hauterive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Pierre Côté et André Miville-Dechêne, tous deux de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de "Ferronnerie Hauterive Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 50 actions privilégiées classe A, d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées classe B, d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 46, rue Bretagne, Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13896-58)

Ferronnerie Hauterive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Yves Pratte of Sillery, Pierre Côté and André Miville-Dechêne, both of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To carry on as hardware dealers under the name of "Ferronnerie Hauterive Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each, 50 preferred class A shares of a par value of $100 each and into 200 preferred class B shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 46 Bretagne Street, Hauterive, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11929-58)

Garage Adrien Desnoyers Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1958, constituant en corporation: Adrien Meunier, Émile Boucher, de Montréal, et Alphonse Barbeau, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes; exercer le commerce de véhicules-moteurs, sous le nom de "Garage Adrien Desnoyers Limitée", avec un capital total de $90,000, divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 11929-58)

Garage Adrien Desnoyers Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November 1958, incorporating: Adrien Meunier, Émile Boucher, of Montreal, and Alphonse Barbeau, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers; deal in motor vehicles, under the name of "Garage Adrien Desnoyers Limitée", with a total capital stock of $90,000, divided into 800 common shares of $50 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13842-58)

Garshelad Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1958, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross et Rollin Gallay, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier des propriétés immobilières; transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Garshelad Corp.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13908-58)

Genesee Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, majeur, Mary Watt, Gertrude Litner, secrétaires, et Lise Galipeau, sténographe, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général, faire le commerce de toutes sortes de textiles, lainages, cotons, toiles, soies, rayonnes, doublures, garnitures et autres testiles et tissus, sous le nom de "Genesee Mills Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13648-58)

Half-Price House Ltd.
Maison à Moitié Prix Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Michael Rakita, Joseph Gross, marchands, et Louis Diner, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires, fourrures, chapeaux, chaussures, marchandises sèches, fourniture de maison, bijouterie, bibelots, et nouveautés, sous le nom de "Half-Price House Ltd.— Maison à Moitié Prix Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau ru Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13842-58)

Garshelad Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1958, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross and Rollin Gallay, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal with immoveable property; to carry on the business of an investment company, under the name of "Garshelad Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13908-58)

Genesee Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1958, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, of the full age of majority, Mary Watt, Gertrude Litner, secretaries, and Lise Galipeau, stenographer, all three spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all forms of textiles, woollens, cottons, linens, silks, rayons, linings, trimmings and other textiles and fabrics, under the name of "Genesee Mills Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 900 preferred shares of a par value of $100 each and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13648-58)

Half-Price House Ltd.
Maison à Moitié Prix Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Michael Rakita, Joseph Gross, Merchants, and Louis Diner, advocate and Queen's Counsel, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, furs, hats, footwear, dry goods, household furnishings, jewellery, knick-knacks and novelties, under the name of "Half-Price House Ltd.— Maison à Moitié Prix Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13608-58)

Ja-Peda Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1958, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Harold S. Freeman, avocat, et Dorothy Martel, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux lois de Pharmacie de Québec, exercer le commerce de manufactirers et grossistes de toutes sortes de médicaments, médecines, vitamines et produits d'icelles, préparations pharmaceutiques, médicinales, chimiques et autres préparations ainsi que d'articles et toutes autres marchandises et tous autres articles se rapportant aux commerces des remèdes et produits chimiques et exercer le commerce qui consiste à manufacturer des produits chimiques, sous le nom de "Ja-Peda Corporation Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 400 actions ordinaires et 1,600 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13608-58)

Ja-Peda Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1958, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, advocate, and Dorothy Martel, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to carry on the business of manufacturers and wholesale dealers in all kinds of drugs, medicines, vitamins and vitamin products, pharmaceutical, medicinal, chemical and other preparations and articles and all other goods and all other articles pertaining to the drug and chemical businesses and to carry on the business of manufacturing chemists, under the name of "Ja-Peda Corporation Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 400 common shares and 1,600 preferred shares, all of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 13733-58)

Jean Duchesneau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1958, constituant en corporation: André Ducharme, Jean Filiatreault, tous deux avocats, et Claire Morin, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de fer et d'acier; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Jean Duchesneau Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 4,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1678, rue Charles Falkner, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13733-58)

Jean Duchesneau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1958, incorporating: André Ducharme, Jean Filiatreault, both advocates, and Claire Morin, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in iron and steel; to carry on business as general contractors, under the name of "Jean Duchesneau Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,900 preferred shares of a par value of $10 each and into 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1678 Charles Falkner Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13840-58)

Kroler Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1958, constituant en corporation: Henryk Krolik, Abraham Lerner, entrepreneurs, Seymour Machlovitch, avocat, et Lucille Taillefer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneur sous le nom de "Kroler Construction Co. Ltd.", avec un captal total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13840-58)

Kroler Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1958, incorporating: Henryk Krolik, Abraham Lerner, Contractors, Seymour Machlovitch, advocate, and Lucille Taillefer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Kroler Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13216-58)

La Chambre de Commerce des Jeunes de Sept-Iles Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jos. K. Laflamme, Guy Roy, comptables, Claude Nobert, agent maritime, Gérard Gagné, assureur-vie, Charles Carbonneau, agent distributeur, Laurie LeBlanc, courtier en assurances, André Patry, analyste, André Desrosiers, entrepreneur, et François Francœur, avocat, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Travailler à la formation de ses membres et dans l'intérêt de la communauté, sous le nom de "La Chambre de Commerce des Jeunes de Sept-Iles Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder ne devra pas dépasser la somme de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 11669-58)

L'Amicale de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions, Lucien Fréchette, commerçant, Léo Pronovost, comptable, et Jacques Lafontaine, gérant, tous de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Dans le but de servir leurs intérêts, grouper en association les anciens élèves de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère, sous le nom de "L'Amicale de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13926-58)

Laperrière Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1958, constituant en corporation: Jacques Laperrière, administrateur, Simone Brodeur, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Frédéric Lecorps, comptable, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13216-58)

La Chambre de Commerce des Jeunes de Sept-Iles Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Jos. K. Laflamme, Guy Roy, accountants, Claude Nobert, maritime agent, Gérard Gagné, insurance agent, Charles Carbonneau, distributing agent, Laurie LeBlanc, insurance broker, André Patry, analyst, André Desrosiers, contractor and François Francœur, advocate, all of Sept-Ils, for the following purposes:

To work towards the formation of its members and in the interest of the community under the name of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Sept-Iles Incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold should not exceed the amount of $10,000.

The head office of the corporation will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11669-58)

L'Amicale de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Fréchette, tradesman, Léo Pronovost, accountant, and Jacques Lafontaine, manager, all of Grand'Mère, for the following purposes:

With an aim of serving their interest, to group into an association the ex-pupils of "l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère", under the name of "L'Amicale de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13926-58)

Laperrière Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November 1958, incorporating: Jacques Laperrière, executive, Simone Brodeur, secretary, spinster of full age of majority, both of Montreal, and Frédéric Lecorps, accountant, of Saint Lambert, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; sous le nom de "Laperrière Realties Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13083-58)

Larry Smith Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1958, constituant en corporation: Larry Smith, comptable, Rose Black, ménagère, épouse séparée de biens dudit Larry Smith et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de St-Laurent, et Norman Cecil Denys, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de gestion, sous le nom de "Larry Smith Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1223 rue St. Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 11028-58)

L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-guoverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Abraham Van Dyk, machiniste, Jan Doorman, Bert Menage, Joop Van Riel, Dick Andeweg, Dick I Kukenheim, tous les cinq gérants, Max Polak, étudiant en droit, Cas Esselaar, teneur de livres, Frans Gerber, vendeur d'assurances, Gerard Langereis Jan Van Solingen, tous deux ingénieurs, Jan Krygsman, conseiller, et Fred Weisman, publiciste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, établir, promouvoir, diriger et gérer au Canada, une organisation hollandaise s'efforçant d'atteindre le bien-être de la communauté, le tout conformément aux dispositions des lois de la province de Québec, et sans limiter la généralité et l'avancement de ladite société, recueillir des fonds au moyen d'organisations sociales, assemblées générales, ralliement, évènements sportifs, sous le nom de "L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $40,000.

Le siège social de la corporation sera à chambre 208, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

To deal in real estate; carry on business as general building contractors, under the name of "Laperrière Realties Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13083-58)

Larry Smith Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1958, incorporating: Larry Smith, accountant, Rose Black, housekeeper, wife separate as to property of the said Larry Smith, and duly authorized by him, for these presents, both of St. Laurent, and Norman Cecil Denys, attorney-at-law, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Larry Smith Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1223 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11028-58)

L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Abraham Van Dyk, Machinist, Jan Doorman, Bert Menage, Joop Van Riel, Dick Andeweg, Dick I Kukenheim, all five managers, Max Polak, law student, Cas Esselaar, bookkeeper, Frans Gerber, insurance salesman, Gerard Langereis, Jan Van Solingen, both engineers, Jan Krygsman, advisor, and Fred Weisman, publisher, all of Montreal for the following purposes:

To organize, establish, promote, conduct and manage in Canada, a Dutch Organization and community endeavour, the whole in conformity with the laws of the Province of Quebec, and without limiting the generality of the foregoing and in furtherance thereof, to: organize and carry out social gatherings, general meetings, rally, sporting events, under the name of "L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai".

The amount ot which the value of the immoveable property which the corporation may hold is limited to $40,000.

The head office of the corporation will be at Room 208, 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12692-58)

Le Centre Récréatif de la Paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, Lévis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Gosselin, vendeur, Paul-Émile Cadorette, chauffeur de camion, Donat Denis, mécanicien, Clément Carbonneau, gérant, Raymond Hamel, mouleur, et René Martin, facteur, tous de Lévis, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs dans la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc et la direction d'un terrain de jeux, sous le nom de "Le Centre Récréatif de la Paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, Lévis Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 12692-58)

Le Centre Récréatif de la Paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, Lévis Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Gosselin, salesman, Paul-Émile Cadorette, chauffeur for truck, Donat Denis, mechanic, Clément Carbonneau, manager, Raymond Hamel, molder, and René Martin, postman, all of Levis, for the following purposes:

The organization of recreations in the parish of Ste-Jeanne d'Arc, and the direction of a playground under the name of "Le Centre Récréatif de la Paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, Lévis Inc".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13649-58)

Les Immeubles Ro.-Mi. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1958, constituant en corporation: J.-Alfred Drouin, gérant de bureau, Jean-Paul Bernier, avocat, et Céline Morand, secrétaire, célibataire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de "Les Immeubles Ro.-Mi. Inc.", avec un capital total le $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciare de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13649-58)

Les Immeubles Ro.-Mi. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November 1958, incorporating: J.-Alfred Drouin, office manager, Jean-Paul Bernier, advocate, and Céline Morand, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment and holding company, under the name of "Les Immeubles Ro.-Mi. Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13891-58)

Les Studios Marko Inc.
Marko Studios Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation: Jean-Marc Audet, ingénieur du son, Mme Jean-Marc Audet, dactylo-comptable, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marc Audet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Westmount, et Jean-Paul St-Louis, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs et d'éditeurs de projections animées de toutes sortes et d'accessoires et appareils de photographie, de projection, de photo-film et d'appareils et accessoires servant à l'enregistrement et à la reproduction du son, sous le nom de "Les Studios

(A.G. 13891-58)

Les Studios Marko Inc.
Marko Studios Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1958, incorporating: Jean-Marc Audet, sound engineer, Mrs. Jean-Marc Audet, book-keeper typist, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marc Audet, and duly authorized by him for these present purposes, both of Westmount, and Jean-Paul St-Louis: advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as producers and editors of movie projections of all kinds and to deal in accessories and appliances for photography, projection, photo-films and accessories and appliances to be used for the registration and reproduction of sound, under the name of "Les Studios

Marko Inc. — Marko Studios Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13726-58)

Leon M. Adler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corporation: Leon Maurice Adler, entrepreneur général, Morris Gordon, comptable, David Caplan, surveillant de construction et, Jacob Victor Levy, administrateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement, amélioration et construction, sous le nom de "Leon M. Adler Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(P.G. 14043-58)

Maclan Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1958, constituant en corporation: Alexis Loranger, électricien, Nelson H. Dunn, agent d'assurances, Malcolm McComiskey, comptable, Arthur Ménard, entrepreneur de pompes funèbres, Clayton Ball et Loran Ball, gérants, tous de Granby, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir posséder, exploiter ou contribuer à améliorer des propriétés immobilières de toutes sortes, et vendre hypothéquer et autrement aliéner ces propriétés, sous le nom de "Maclan Realties Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13746-58)

Mac Sobel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1958, constituant en corporation: Mac Sobel, Henry Plotnick, marchands, et Herbert H. Silver, constructeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou

Marko Inc.— Marko Studios Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shres of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13726-58)

Leon M. Adler Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, incorporating: Leon Maurice Adler, general contractor, Morris Gordon, accountant, David Caplan, construction supervisor, and Jacob Victor Levy, executive, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development, improvement and construction company, under the name of "Leon M. Adler Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14043-58)

Maclan Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1958, incorporating: Alexis Loranger, electrician, Nelson H. Dunn, insurance agent, Malcom McComiskey, accountant, Arthur Ménard, undertaker, Clayton Ball and Loran Ball, managers, all of Granby, for the following purposes:

To buy, lease or otherwise acquire, possess, operate or contribute to improve immoveable properties of all kind, and sell, mortgage or otherwise alienate these properties, under the name of "Maclan Realties Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1958.

P. FRENETTTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13746-58)

Mac Sobel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1958, incorporating: Mac Sobel, Henry Plotnick, merchants, and Herbert H. Silver, builder, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of

en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verres et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, travaux artistiques, produits de beauté et et de chimie, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Mac Sobel Ltd.", avec un capital total de $60,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 4,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6323 rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Mac Sobel Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6323 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13833-58)

Mar-Ed Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Royce Altrows, avocat, Gertrude Fisher, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, et Joseph-A. Allard, surintendant, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Mar-Ed Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13833-58)

Mar-Ed Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1958, incorporating: Samuel Royce Altrows, advocate, Gertrude Fisher, secretary, fille majeure usant de ses droits, both of Montreal, and Joseph-A. Allard, superintendent, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Mar-Ed Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13939-58)

McClure-Gudewill Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat et conseil en loi de la Reine, John Astley Douglas Campbell, administrateur, tous deux de Montréal, et Michael Gannon, agent d'immeubles, de Strathmore, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers, agents, inspecteurs et ajusteurs d'assurances, sous le nom de "McClure-Gudewill Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 acgions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie d'Urfée, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13939-58)

McClure-Gudewill Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, barrister and Queen's Counsel, John Astley Douglas Campbell, executive, both of Montreal, and Michael Gannon, realtor, of Strathmore, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, agents, inspectors and adjusters, under the name of "McClure-Gudewill Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-d'Urfée, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13642-58)

Morin Heights Express Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1958, constituant en corporation: Joseph Owen LeGallée, Joseph Frederick

(A.G. 13642-58)

Morin Heights Express Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1958, incorporating: Joseph Owen LeGallée, Joseph Frederick LeGallée,

LeGallée, conducteurs de camion, et Ella May Kerr, ménagère, épouse commune en biens dudit Joseph Frederick LeGallée, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Morin Heights, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et des marchandises, sous le nom de "Morin Heights Express Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

truck drivers, and Ella May Kerr, housewife, wife common as to property of the said Joseph Frederick LeGallée, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Morin Heights, for the following purposes:

To carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "Morin Heights Express Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12860-58)

Morin & Martin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation: Réginald O'Donnell, militaire, Françoyse Keable, secrétaire, célibataire majeure, et Claude Faguy, instructeur de culture physique, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'instruments aratoires et de machineries de ferme, sous le nom de "Morin & Martin Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions communes de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 12860-58)

Morin & Martin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1958, incorporating: Réginald O'Donnell, military man, Françoyse Keable, secretary, spinster of full age, and Claude Faguy, physical instructor, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in farm implements and machinery under the name of "Morin & Martin Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and into 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13936-58)

National Wiper Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Hubert Ducharme, avocat, de Westmount, Thomas-Louis Boudreault, gérant, et François Gagnon, commis, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus et de rebuts de tissus (rags) de toutes sortes, sous le nom de "National Wiper Textiles Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13936-58)

National Wiper Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Hubert Ducharme, advocate, of Westmount, Thomas-Louis Boudreault, manager, and François Gagnon, clerk, of Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles, and rags of every nature and kind, under the name of "National Wiper Textiles Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13954-58)

O'Sullivan Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Joseph-Évangeliste St-Laurent, industriel, Jean-Raymond, St-Laurent, commis, et Raoul LaBrie, gérant, tous d'Amos, pour les objets suivants:

(A.G. 13954-58)

O'Sullivan Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November 1958, incorporating: Joseph-Évangeliste St-Laurent, industrialist, Jean-Raymond St-Laurent, clerk, and Raoul LaBrie, manager, all of Amos, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, postes de service et garages, sous le nom de "O'Sullivan Lodge Inc.", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429-o P. FRENETTE.

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, filling-stations and garages, under the name of "O'Sullivan Lodge Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November 1958.

P. FRENETTE,

49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13554-58)

Profile Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1958, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Profile Development Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13554-58)

Profile Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1958, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Profile Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of $10 each and 1,000 common shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13839-58)

Progress General Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1958, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, Mary Gaffney, Celia Cohen, et Marguerite Page, toutes trois secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'accessoires utilisés dans l'érection de bâtisses et construction de toutes sortes, sous le nom de "Progress General Supply Co.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13839-58)

Progress General Supply Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1958, incorporating: Jack Rudner, advocate, Mary Gaffney, Celia Cohen and Margaret Page, all three secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in supplies used in building and construction of all kinds, under the name of "Progress General Supply Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13924-58)

Rudell Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, conseil en loi de la Reine, Leo Rosentzveig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Investir des fonds et déternir des terrains et immeubles, sous le nom de "Rudell Holdings

(A.G. 13924-58)

Rudell Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To invest in and hold land and real estate, under the name of "Rudell Holdings Inc.", with

Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 160 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13502-58)

S. & B. Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, Lillian Lazare et Jeannette Mol, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, immeubles, développement, amélioration et construction, sous le nom de "S. & B. Holdings Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13898-58)

S.F.A. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, Albert-Laurent Bissonnette, Gerald McCarthy, James Robb, tous quatre avocats, Mary Elizabeth Spracklin, Margot Mary Quinn et Marjorie Maud Cornell, ces trois dernières secrétaires, majeures, et tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'exploitation agricole et de cultivateurs, sous le nom de "S. F. A. Ltée", avec un capital total de $2,000,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 180,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 437, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13900-58)

Société de Culture des Terres Noires Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, Albert-Laurent Bissonnette, Gerald McCarthy, James Robb, Jean Monet, avocats, Mary Elizabeth Spracklin, Margot Mary Quinn et Marjorie Maud Cornell, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

a total capital stock of $20,000, divided into 400 common shares of $10 each and 160 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13502-58)

S. & B. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1958, incorporating: Jack Greenstein, advocate, Lillian Lazare and Jeannette Mol, secretaries, spinsters of the full age of majotiry, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, real estate, development, improvement and construction company, under the name of "S. & B. Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13898-58)

S.F.A. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Roy Fraser Elliott, Albert-Laurent Bissonnette, Gerald McCarthy, James Robb, all four advocates, Mary Elizabeth Spracklin, Margot Mary Quinn and Marjorie Maud Cornell the latter three secretaries of full age, and all seven of Montreal, for the following purposes:

To carry on farm operations and operate as farmers under the name of "S. F. A. Ltée", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $10 each and into 180,000 preferred shres of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 437 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
4942 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13900-58)

Société de Culture des Terres Noires Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Roy Fraser Elliott, Albert-Laurent Bissonnette, Gérald McCarthy, James Robb, Jean Monet, advocates, Mary Elizabeth Spracklin, Margot Mary Quinn, and Marjorie Maud Cornell, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'exploitation agricole et de cultivateurs, sous le nom de "Société de Culture des Terres Noires Ltée", avec un capital divisé en 102,000 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $510,000.

Le siège social de la compagnie sera 437, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

To carry on farm operations and operate as farmers under the name of "Société de Culture des Terres Noires Ltée", with a capital sotck divided into 102,000 shares of no par value and the amount with which the company shall start its operations shall be at least $510,000.

The head office of the company will be at 437 Saint-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13829-58)

St. Denis St. Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patents, en date du six novembre 1958, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Michael Edgar Rioux, avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de placements immobiliers, sous le nom de "St. Denis St. Realty Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13829-58)

St. Denis St. Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1958, incorporating: John Henry Ernest Colby, Michael Edgar Rioux, advocates, and Galen Lee Prime, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate investment business, under the name of "St. Denis St. Realty Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13841-58)

St. Martin Land Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1958, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Lucille Taillefer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et amélioration, sous le nom de "St. Martin Land Investment Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(A.G. 13841-58)

St. Martin Land Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1958, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Lucille Taillefer, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and improvement company, under the name of "St. Martin Land Investment Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13778-58)

St-Michel Air Service Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1958, constituant en corporation: Roland-Gérard Lefrançois, Jean Goulet, avocats, et Pierre Thomas, stagiaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de transport de voyageurs, de marcandises et de matières postales par air, sous le nom de "St-Michel Air Service

(A.G. 13778-58)

St-Michel Air Service Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the fifth day of November, 1958, incorporating: Roland-Gérard Lefrançois, Jean Goulet, advocates, and Pierre Thomas, law-student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in the transportation of travelers, merchandise and in postal material by air, under the name of "St-

Ltée", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel-des-Saints, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14030-58)

Taverne Lucky Ltée
Lucky's Tavern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1958, constituant en corporation: Guy Marin, importateur, Pauline Pressault Marin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Marin, et Jean Robillard, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de, "Taverne Lucky Ltée — Lucky's Tavern Ltd." avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13501-58)

T. D. Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1958, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats, Celia Cohen et Mary Gaffney, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de placements, sous le nom de "T. D. Investments Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6151 Chemin Côte St. Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13793-58)

Team Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Harold S. Freeman, avocat, et Dorothy Martel, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction, amélioration, portefeuille et

Michel Air Service Ltée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations is $10,000.

The head office of the company will be at Saint-Michel-des-Saints, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this five day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Atorney General.

(A.G. 14030-58)

Taverne Lucky Ltée
Lucky's Tavern Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1958, incorporating: Guy Marin, importer, Pauline Pressault Marin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Marin, and Jean Robillard, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as keepers of hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Lucky Ltée — Lucky's Tavern Ltd.", with a total capital stock of $40,000 divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13501-58)

T. D. Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1958, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, advocates, Celia Cohen and Mary Gaffney, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and investment company, under the name of "T. D. Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6151 Côte St. Luc, Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13793-58)

Team Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, advocate, and Dorothy Martel, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement, holding and investment

placements, sous le nom de "Team Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13607-58)

Three Seven Three Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Goldman, administrateur, d'Outremont, Jack Greenstein, avocats, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, immeubles, développement, amélioration et construction, sous le nom de "Three Seven Three Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13922-58)

Toledo Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, et Lewis Jack Manolson, comptable, aggrée, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Toledo Construction Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et 4,100 cations privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13810-58)

Toy Creations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1958, constituant en corporation: David Litner, avocat, Betty Bradley, secrétaire, épouse séparée de biens de Victor Bradley, et Rachel Souchereau, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, étalages, enseignes, accessoires et appareils de toutes sortes, sous le nom de "Toy Creations Ltd.", avec un capital total de $20,000,

company, under the name of "Team Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13607-58)

Three Seven Three Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1958, incorporating: Samuel Goldman, executive, of Outremont, Jack Greenstein, advocate, and Lillian Lazare, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, real estate, development, improvement and construction company, under the name of "Three Seven Three Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of Octobec, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13922-58)

Toledo Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, and Lewis Jack Manolson, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Toledo Construction Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 900 common shares of $10 each and 4,100 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13810-58)

Toy Creations Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1958, incorporating: David Litner, advocate, Betty Bradley, secretary, wife separate as to property of Victor Bradley, and Rachel Souchereau, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, displays, signs, appliances and devices of every kind, under the name of "Toy Creations Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into

divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13795-58)

Truly Yours Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Bernard Aronson, teneur de livres, Mary Aronson, épouse dudit Bernard Aronson et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Ruth Lazar, marchande publique, veuve non-remariée, et David Greenstein, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "Truly Yours Sportswear Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

(P.G. 13935-58)

Tuxedo Park Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1958, constituant en corporation: Hubert Ducharme, avocat, de Westmount, François Gagnon, commis, et Thomas-Louis Boudrault, gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Tuxedo Park Construction Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14041-58)

Victoria Textile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1958, constituant en corporation: Joseph-Édouard Bourassa, voyageur de commerce, Réal Bourassa, gérant d'affaires, tous deux de Victoriaville, et Doris Lacerte, agent-vendeur, d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de nylon, textile, bois, verre, caoutchouc et leurs sous-produits, de merceries et vêtements, sous le nom de "Victoria Textile Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune.

1,000 common shares of $1 each and 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13795-58)

Truly Yours Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: Bernard Aronson, bookkeeper, Mary Aronson, wife of the said Bernard Aronson, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Ruth Lazar, marchande publique, unremarried widow, and David Greenstein, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Truly Yours Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13935-58)

Tuxedo Park Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November 1958, incorporating: Hubert Ducharme, advocate, of Westmount, François Gagnon, clerk, and Thomas-Louis Boudrault, manager, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on the business of general building contractors, under the name of "Tuxedo Park Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14041-58)

Victoria Textile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1958, incorporating: Joseph-Édouard Bourassa, commercial traveller, Réal Bourassa, business manager, both of Victoriaville, and Doris Lacerte, sales agent, of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in products, articles and merchandise into the fabrication of which enter, in whole or in part, nylon, textiles, wood, glass, rubber and by-products thereof, small wares and wearing apparel, under the name of "Victoria Textile Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13799-58)

Video Cable Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Bernade Charette, Huguette Lessard, sténographes, célibataires, et Richard Dorais, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils de radio, télévision, outillage électronique et électrique, pièces et accessoires, sous le nom de "Video Cable Services Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49429 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13799-58)

Video Cable Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: Bernade Charette, Huguette Lessard, stenographers, spinsters, and Richard Dorais, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in radio, television, electronic and electrical equipment, pieces, parts and accessories, under the name of "Video Cable Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49429-o Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de lui accorder certains pouvoirs spéciaux, dont: le pouvoir de modifier ses règlements de construction ou de zonage au moyen d'un règlement sujet à l'approbation des électeurs municipaux selon une procédure spéciale; de règlementer les conditions d'émission des permis de construction; de décréter par résolution la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "surintendant"; de règlementer la subdivision des lots; de règlementer la construction des égouts et la répartition du coût de cette construction; d'ajourner l'imposition de la taxe pour payer certains travaux d'aqueduc et d'égouts jusqu'à ce que les propriétaires commencent à faire usage de ces services; d'établir la procédure d'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires; et pour autres fins.

Montréal, le 19 novembre 1958.

Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU
49269-48-4-o & POUPART.

Commission des Écoles Catholiques de Pointe-aux-Trembles

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-aux-Trembles, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes, savoir: pour faire changer la date de l'assemblée générale des contribuables et la date d'élection des commissaires; pour demander l'autorisation de changer, durant l'année scolaire, les membres du personnel enseignant de fonctions pédagogiques, de classes ou d'écoles, sans réduction de traitement; pour exempter la commission de rembourser certaines proportions de la taxe

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the municipal council of the parish of Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act for the purpose of granting it certain special powers, to wit: the power to amend its building and zoning by-laws by by-law submitted to the approval of the municipal electors according to a special procedure; to regulate the issuing of building permits; to decree, by resolution, the creation of a municipal charge whose holder will be called "superintendent"; to regulate the subdivision of lots; to regulate the construction of sewers and the apportionment of the cost thereof; to postpone the imposition of the tax for the payment of sewers and waterworks until such time as these services are being used by the proprietors; to determine the procedure for the approval of loan by-laws by the property owners who are electors; and for other purposes.

Montreal, November 19th, 1958.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
49269-48-4-o Attorneys for the petitioner.

Catholic Schools Commission of Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given that the Catholic Schools Commission of Pointe-aux-Trembles, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act for the following purposes, to wit: to change the date of the annual meeting of rate payers and the date of election of the Schools Commissioners; to ask the authorization to transfer, during the school year, the teaching personal from their functions, schools or classes, without any reduction in salary; to exempt the Commission from refunding certain proportion of the neutral tax to the corporations having paid same not-

neutre aux corporations qui l'ont payée nonobstant les dispositions de la loi 15 George V, chapitre 45 et ses amendements; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 20 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX, FILION, BADEAUX
& BÉLAND.

49270-48-4-o

CITÉ DE POINTE-AUX-TREMBLES

Avis est par les présentes donné que la cité de la Pointe-aux-Trembles s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes, savoir: pour amender l'article 12 de la loi 6 Geo. V, chapitre 53 et rendre applicables à la municipalité les dispositions de l'article 123, paragraphe 8 de la Loi des Cités et Villes; pour autoriser le paiement d'une indemnité au maire et aux échevins; pour autoriser le paiement d'une pension à toute personne qui aura rempli les fonctions de maire de la cité pendant douze ans ou plus; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 20 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX FILION BADEAUX &
BÉLAND.

49271-48-4-o

Avis public est par les présentes donné que "The Laprairie Protestant Cemetery", corps politique légalement constitué en vertu des lois de la Province de Québec, ayant son siège social en la ville de LaPrairie, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant "The Laprairie Protestant Cemetary" propriétaire des lots Nos 268 et 287 des plan et livre de renvoi du village de Laprairie, comté de Laprairie et autorisant la pétitionnaire à transférer subséquemment la propriété de ces immeubles à la ville de LaPrairie.

Montreal, le 25 juillet 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
MAURICE RIEL.

507 Place d'Armes,
Suite 910,
Montréal, P.Q.

49272-48-4-o

Avis est par les présentes donné que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à augmenter, pour fins d'éducation, la taxe de vente de 1% à 2% dans les limites de leur municipalité scolaire; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 18 novembre 1958.

Le Procureur des requérants,
(Signé) LÉONCE CÔTÉ, C. R.

49274-48-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de LaPrairie, dans le comté de Laprairie, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi étendant les pouvoirs d'acheter les terrains de la Commune que la ville avait déjà, pour lui permettre d'acheter une certaine étendue de la dernière partie de la commune et d'autres terrains qui actuellement nuisent au développement de la ville, pour augmenter les pouvoirs des estimateurs et autres pouvoirs additionnels.

Montréal, le 25 novembre 1958.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE & FILION.

49288-48-4-o

---

withstanding the dispositions of the act 15 George V, chapter 45 and its amendments; and for all other purposes.

Montreal, November the 20th, 1958.

BADEAUX, FILION, BADEAUX
& BÉLAND,
Attorneys for the petitioner.

49270-48-4-o

CITY OF POINTE-AUX-TREMBLES

Notice is hereby given that the city of Pointe-aux-Trembles will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act for the following purposes, to wit: to amend Section 12 of the Act 6 Geo. V, chapter 53 and to render applicable to the Municipality the dispositions of -paragraph 8 of section 123 of the Cities and Towns Act; to authorize payment of an indemnity to mayor and members of the council; to authorize payment of a pension to any person having held the office of mayor of the city for twelve years or more; and for all other purposes.

Montreal, November the 20th, 1958.

BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND,
Attorneys for the Petitioner.

49271-48-4-o

Public notice is hereby given that "The Laprairie Protestant Cemetery", a body politic duly incorporated under the laws of the Province of Quebec and having its place of business in the city of LaPrairie, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Provicne of Quebec, at its present session, for the passing of an Act decreeting "The Laprairie Protestant Cemetery" to be sole owner of lots No. 268 and 287 of the plans and books of reference of the village of LaPrairie, county of Laprairie and authorizing the petitioner to transfer them in due course, the said property to the city of LaPrairie.

Montreal, July 25, 1958.

MAURICE RIEL,
Attorney for petitioner.

507 Place d'Armes,
suite 910,
Montréal, P.Q.

49272-48-4-o

Notice is hereby given that the board of the Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke and the Protestant Board of School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to be authorized to increase, for educational purposes, the sales tax from 1% to 2% within the limits of their school municipality; and for other purposes:

Sherbrooke, November 18, 1958.

(Signed) LÉONCE CÔTÉ, Q.C.,
Attorney for the petitioners.

49274-48-4

Notice is hereby given that the town of LaPrairie, county of Laprairie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passation of an act, extending the powers already given to the town to buy lands of the Commune, to permit it to buy a certain portion of the last part of the Commune and other lands which actually prejudice the extension of the town, and to increase the powers of the estimators, and other additional powers.

Montreal, November 25th, 1958.

MONETTE & FILION,
Attorneys for the petitioner.

49288-48-4-o

Avis public est par les présentes donné que La Commission des Écoles Catholiques de la cité de Dorval, dans le district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins ci-après:

a) d'imposer et prélever une taxe spéciale, dite d'éducation, de 2% au lieu de 1%;

b) de déterminer le mode de distribution du revenu provenant de ladite taxe d'éducation;

c) d'abroger l'article 7 de la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 120;

d) de préciser la distribution des revenus de la taxe imposée sur les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées, situées dans le territoire de La commission scolaire;

e) de définir, pour les fins scolaires, le status de tout propriétaire contribuable professant une croyance religieuse différente de celle de son conjoint;

f) de confirmer et ratifier l'annexion du lot 541 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent et du lot 726 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine;

g) de déclarer valide et légale une vente consentie à la commission scolaire.

Donné à Dorval, ce 24ième jour de novembre 1958.

L'Avocat de la pétitionnaire,
49289-48-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of the city of Dorval, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purposes:

a) to impose and levy a special tax, known as the Education Tax, of 2% instead of 1%;

b) to determine the distribution of the revenue from said Education Tax;

c) to abrogate article 7 of act 1-2 Elizabeth II, chapter 120;

d) to regulate the distribution of revenues arising from the tax levied on the immoveable properties belonging to corporations and companies legally incorporated, and located within the territory of the school commission;

e) to define, for school purposes, the status of rate-payers professing a religious belief other than the one of his consort;

f) to confirm and ratify the annexation of lot 541 of the official cadastre for the parish of Saint-Laurent and lot 726 of the official cadastre for the parish of Lachine;

g) to declare legal and valid the sale of lots to the school commission.

Given in Dorval, this 24th day of November, 1958.

MAURICE R. MARCOTTE,
49289-48-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Roxboro s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: fixer la date de la confection de la liste électorale au premier août, la date de la présentation des candidats au dernier lundi de septembre et la date de la votation au premier lundi d'octobre, dans le cas de l'élection du maire et des échevins; permettre à l'officier-rapporteur de demander lui-même un recomptage des voix dans les quatre jours de la votation; autoriser le conseil à règlementer la subdivision des lots et le dépôt des plans de subdivision; autoriser le conseil à répartir la taxe imposée pour payer les travaux d'aqueduc soit selon l'étendue en front des immeubles ou selon leur évaluation; autoriser le conseil à empêcher les nuisances sur les lots vacants ou partiellement construits; autoriser le conseil à imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%; autoriser le conseil à exécuter des travaux permanents d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur requête des deux tiers des propriétaires riverains; autoriser le conseil à ne commencer à prélever la taxe imposée pour payer le coût de travaux d'aqueduc et d'égouts que lorsque les propriétaires commenceront à utiliser ces services; autoriser le conseil à créer un fonds de roulement d'un capital maximum de $20,000.00; annexer à la ville de Roxboro les lots numéros 46 et 47 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds, détachés de la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève, et le lot numéro 291 dudit cadastre, détaché de la municipalité de Dollard des Ormeaux; abroger certaines dispositions périmées de sa charte; et pour autres fins.

Montréal, le 24 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49290-48-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Town of Roxboro will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act for the following purposes: to decree that, for the election of the mayor and aldermen, the electoral list shall be prepared on the 1st of August, the presentation of candidates shall take place on the last Monday in September and the polling on the first Monday in October; to allow the returning-officer to request a recount of votes within four days after the polling-day; to give to the council the following powers: the power to regulate the subdivision of lots and the deposit of subdivision plans; the power to apportion the cost of waterworks according to the frontage of immoveables or their valuation; the power to prevent nuisances on vacant lots or lots partly built upon; the power to impose a sales tax at a rate not exceeding 2%; the power to do permanent works such as aqueducts, sewers, paving, etc., upon petition signed by the owners of two thirds of the bordering properties; the power to levy the tax imposed for the payment of waterworks and sewers only when the proprietors begin to avail themselves of these services; the power to constitute a working fund the capital of which shall not exceed $20,000.00; to annex to the town lots Nos. 46 and 47 of the official cadastre of the parish of Ste. Geneviève de Pierrefonds, detached from the Municipality of the parish of Sainte-Geneviève, and lot No. 291 of said Cadastre, detached from the municipality of Dollard des Ormeaux; to abrogate certain obsolete provisions of the Charter; and for other purposes.

Montreal, November 24, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
49290-48-4-o Attorneys for the Petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles pour la Municipa-

---

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that "Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de

lité de Ville d'Anjou, dans le comté de Laval", demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi aux fins de modifier la durée du terme d'office des Commissaires d'écoles, et de prolonger le terme des Commissaires actuels jusqu'à l'élection générale du mois de juillet 1961.

Montréal, le 26 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
TORMEY & GUÉRIN.
49298-48-4-o

Ville d'Anjou, dans le comté de Laval", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act changing the term of office of the School Commissioners and also prolonging the term of office of the present Commissioners until the general election to be held in July 1961.

Montreal, November 26th, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
Attorneys for petitioners.
49298-48-4-o

Avis public est par les présentes donné que le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporé, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour demander l'adoption d'une loi afin que les chiropraticiens de la Province de Québec ne soient pas poursuivis judiciairement, dans l'exercice de leur profession, sans autorisation préalable, nonobstant toutes autres lois; afin d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec; afin de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature, ces règlements ayant pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi et pour autres fins.

Montréal, ce 24 novembre, 1958.

Les procureurs du pétionnaire.
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ.
49296-48-4-o

Public notice is hereby given that the Quebec Superior Council for Chiropractic Incorporated, having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act in order that the Chiropractors of the Province of Quebec shall not be prosecuted, while practising their profession, without previous authorization, notwithstanding any other laws; in order to obtain professional recognition of Chiropractors in the Province of Quebec; in order to make regulations according to the Bill introduced in the Legislature, the object of which would to be govern, in the interest of the public, the Chiropractif profession in the Province of Quebec, the admission, study, discipline, acquired rights, and all other objects and powers mentioned in said Act and for any other purposes.

Montreal, November 24, 1958.

Attorneys for the petitioner.
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ.
49296-48-4-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est, par les présentes, donné que Les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la Municipalité de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente Session, l'adoption d'une loi aux fins de modifier le nom de la Corporation Scolaire en celui de "La Commission des Écoles Catholiques de Longueuil"; également aux fins d'imposer une taxe de vente, dite taxe d'éducation, ne dépassant pas 2%, et aux fins d'être autorisés à voter et payer annuellement à ses Commissaires d'écoles une indemnité pour leur frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Montréal, le 26 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
TORMEY & GUÉRIN.
49297-48-4-o

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that Les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la Municipalité de la cité de Longueuil dans le comté de Chambly, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present Session, for the passing of an Act, changing their name in that of "La Commission des Écoles Catholiques de Longueuil"; authorizing them to impose a sale's tax not exceeding 2%, and to pay to its School Commissioners a compensation for travelling and entertainment costs, and other expenses.

Montreal, November 26th, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
Attorneys for petitioners.
49297-48-4-o

Avis est par les présentes donné que "La Corporation de la ville de Cookshire" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 55-56, Victoria, chapitre 57 (1892) sur les matières suivantes: autoriser "La Corporation de la ville de Cookshire" d'abandonner le régime particulier et désuet qui la régit depuis 1892 afin de revenir aux dispositions de la Loi générale, la Loi des cités et villes, chapitre 233, S.R.Q., 1941, avec certains pouvoirs particuliers détaillés ci-après: permettre que le terme d'office des échevins municipaux soit d'une durée de trois ans avec système rotatif de deux échevins se retirant chaque année; autoriser le numérotage des sièges échevinaux; autoriser ladite corporation, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, à acquérir, construire et entretenir un ou

Notice is hereby given that the "Corporation of the town of Cookshire" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act amending its charter, the act 55-56 Victoria, chapter 57 (1892), on the following matters: to authorize the "Corporation of the town of Cookshire" to abandon the obsolete and special regime that governs the said corporation since 1892 to come back to the dispositions of the general law, the Cities and Towns Act, chapter 233, R.S.Q., 1941, with the special powers hereinafter described: to allow the municipal aldermen's term of office to be of duration of three years coupled with a rotating system so as to allow two aldermen to retire each year; to authorize the numbering of the aldermen's seats; to authorize the said corporation, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, to acquire, cons-

des immeubles pour fins municipales ou industrielles dont le coût total ne devra pas dépasser $150,000.00; autoriser ladite corporation à réglementer d'une façon particulière la construction, l'entretien et le raccordement des conduites privées, entrées d'eau et égouts; permettre que tout locataire ou occupant reste redevable de la taxe de locataire ou d'occupant envers ladite corporation tant et aussi longtemps qu'il ne lui aura pas donné avis par écrit de son intention d'abandonner ou quitter les lieux loués; autoriser ladite corporation à imposer et prélever une taxe annuelle de $5.00 sur tout habitant mâle et âgé de 21 ans et plus qui a résidé dans la municipalité pendant au moins 6 mois et qui n'est chargé d'aucune autre taxe; autoriser ladite corporation à imposer et prélever annuellement une taxe ou licence n'excédant pas $50.00 sur toute personne exploitant tout distributeur automatique, jeu mécanique ou phonographe; autoriser ladite corporation à constituer un fonds de roulement ne devant pas excéder $15,000.00 afin de mettre à la disposition de ladite corporation les deniers dont elle peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses au cours d'un exercice financier en attendant la perception des taxes, soit pour défrayer le coût de certains travaux publics; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 24 novembre, 1958.

Les Procureurs de la requérante,
CRÉPEAU, CRÉPEAU & MELANSON.

49299-48-4-o

CITÉ DE VERDUN

Amendements à la charte

La cité de Verdun donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa présente session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Renouveler l'évaluation municipale des propriétés de la cité de Montréal à Verdun.
2. Renouveler le contrat pour service d'eau avec la cité de Montréal.
3. Augmenter l'appropriation pour le prolongement de l'émissaire d'égout No 1.
4. Emprunter pour travaux capitaux.
5. Amender la charte concernant terrain de stationnement dans ou près des bâtisses.
6. Imposer des permis pour stationnement durant la nuit.
7. Enlever la servitude perpétuelle sur les ruelles non utilisées.
8. Payer des pensions à certains employés.
9. Imposer $2.00 par jour pour l'entreposage des voitures remorquées.
10. Imposer une taxe sur les poteaux et cables de télévision.
11. Réglementer les heures de fermeture pour postes de ravitaillement d'essence.
12. Payer des pensions aux échevins après 15 années de service.
13.— Vente d'articles confisqués, etc. par la police.
14. Imposer une taxe d'enlèvement de la neige.

Verdun, 25 novembre 1958.

L'aviseur légal de la
Cité de Verdun,
FRS. FAUTEUX.

49300-48-4-o

Avis est par les présentes donné, que Paul Rodier, administrateur, Rolland Préfontaine, ingénieur civil, domiciliés à Westmount, et André Martin, avocat, domicilié à Outremont,

truct and maintain one or more immoveables for municipal or industrial purposes the total cost of which shall not exceed $150,000.00; to authorize the said corporation to provide specifically for the construction, maintenance and connection of private conduits, water intakes and sewers; to allow that any tenant or "occupant" shall remain liable for his rental or occupancy tax towards the said corporation, as long as he has not given a written notice of his intention to vacate or leave the said premises; to authorize the said corporation to impose and levy an annual tax of $5.00 on every male inhabitant of the age of 21 years and over who has resided in the municipality for at least 6 months and who is not liable to the payment of any other tax; to authorize the said corporation to impose and levy annually a tax or licence not exceeding $50.00 on every person owing or operating any automatic distributor, mechanical game or phonograph; to authorize the said corporation to constitute a working-fund not exceeding $15,000.00 so as to put to the disposal of the said corporation the necessary monies needed for either to meet the expenditures incurred during a fiscal year before the perception of the taxes or to defray the costs of certain public work; and for other purposes.

Sherbrooke, this November 24th, 1958.

CRÉPEAU, CRÉPEAU & MELANSON
Attorneys for Petitioners.

49299-48-4-o

CITY OF VERDUN

Charter amendments

The city of Verdun hereby gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its present session, to obtain amendments to its Charter on the following matters:

1. To renew the municipal valuation of city of Montreal property in Verdun.
2. To renew the water contract with the City of Montreal.
3. To increase expenditure on the extension to sewer outlet No. 1.
4. To borrow for capital works.
5. To amend the charter, concerning parking areas in or near buildings.
6. To impose permits for overnight parking.
7. To remove perpetual servitudes on unused lanes.
8. To pay pensions to certain employees.
9. To charge $2.00 per day storage on autos towed away.
10. To tax T.V. poles and cables.
11. To regulate closing hours of gasoline stations.
12. To pay pensions to aldermen after 15 years service.
13. Sale of moveables confiscated, etc. by the Police.
14. Power to impose a street snow removal tax.

Verdun, November 25th, 1958.

FRS. FAUTEUX,
Attorney for the
City of Verdun.

49300-48-4-o

Notice is hereby given that Paul Rodier, administrator, Rolland Préfontaine, civil engineer, of the city of Westmount, and André Martin, lawyer, of the city of Outremont, will apply to the

feront une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, afin d'adopter une Loi pour modifier le testament de feu Charles Séraphin Rodier, aux fins de prévoir une rémunération pour les exécuteurs testamentaires et le curateur à la substitution créée par ledit testament.

Montréal, ce 26ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
49303-48-4-o TORMEY & GUÉRIN.

Avis est par les présentes donné, que les corporations des villages de St-Hilaire, Otterburn Park et McMasterville, feront une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, afin d'adopter une Loi aux fins de créer une commission pour l'administration de l'Usine de Filtration, qui desservira les dites trois Municipalités et pour autres fins.

Montréal, ce 25ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
49304-48-4-o TORMEY & GUÉRIN.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville des Sept-Iles, s'adresser à la législature à sa présente cession pour les fins suivantes, à savoir:

1. Pour obtenir son érection en municipalité de cité sous le nom de: "Cité des Sept-Iles", en vertu de la loi concernant les cités et villes (Ch 233, S.R.Q. 1941), sous les mêmes limites que celles de la ville des Sept-Iles, la population de la ville des Sept-Iles, s'élevant à 9,035 habitants lors du récensement ordonné par le Conseil à cet effet.

2° Pour annexer à ses limites actuelles les lots 2-6-21 et l'Ile Grande Basque, du cadastre officiel de la municipalité du Canton Letellier.

3° Pour règlementer l'établissement des roulottes dans les limites de son territoire;

4° Pour obliger les personnes sujettes à la manipulation des denrées alimentaires à se procurer une carte municipale de santé;

5° Pour autoriser, par prêt ou garantie, des prêts permettant aux employés municipaux permanents, de se construire une maison d'habitation;

6° Pour percevoir la taxe de vente sur achat en dehors de la Province.

Le Procureur des pétitionnaires,
49334-49-4-o LOUIS PARADIS.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville Leblanc" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; désigner par numéro les sièges des échevins; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; réglementer les marchands ambulants; réglementer l'exécution de travaux permanents sur requête des propriétaires; ordonner la fermeture ou réglementer les dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; faire des dons aux oeuvres de charité et aux organisations de loisirs; réglementer la construction des conduites privées d'eau; entrées d'eau et d'égoût et pour autres fins.

Montréal, le 27 novembre 1958.

Le Procureur de la Corporation,
49335-49-4-o ANDRÉ DUCHARME.

Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an Act to modify the last will of the late Charles Seraphin Rodier, as to provide a remuneration for the Testamentory executors and the curator to the substitution created by the said will.

Montreal, this 26th day of November, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
49303-48-4-o Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that the Corporations of the village of St-Hilaire, McMasterville and Otterburn Park, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an Act to create a Commission to take over the administration of the Filtration Plant, who will bring water to the three Municipalities and other purpose.

Montreal, this 25th day of November, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
49304-48-4-o Attorneys for Petitioners.

Public notice is given, by these presents that the corporation of the town of Sept-Iles will petition the Provincial Legislature at its present session to grant the following amendments to the charter of the corporation.

1. To obtain its erection into a city municipality under the name of "Cité des Sept-Iles", under the authority of the: "Act Prespecting Cities and Towns (Ch. 233 S.R.Q. 1941) under the same limits as the boundaries of the town of Sept-Iles, the population of the town of Sept-Iles being of 9,035, inhabitants according to a census of the said town made upon order of the Council to this effect.

2. To annex to its boundaries the following lots: 2-6-21 and l'Ile Grande Basque", of the official cadaster of the village of Sept-Iles, Letellier township.

3° To regulate the establishment of mobile Home in its boundaries;

4° To oblige every person employed in manutention of food products to undergo an annual medical examination;

5° To authorize or garantee loans to town employees for the purpose of helping them to build family houses.

6° To collect tax on sale performed outside of the Province.

LOUIS PARADIS,
49334-49-4-o Sollicitor for the petitionneers.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Saint-Martin, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town Leblanc" and to determine the date and the formalities of elections; to designate by numbers the seats of the aldermen; to regulate the building permits; to limit the assesment and the taxation of the farm lands; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate the itinerant merchants; to regulate the execution of permanent works upon petition made by the proprietors; to close or to regulate automobile and other junks yards; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers; to regulate the construction of private conduits, water intakes and sewers and for other purposes.

Montreal, November 27th, 1958.

ANDRÉ DUCHARME,
49335-49-4-o Attorney for the Corporation.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1° Pour autoriser la cité à installer des poteaux d'utilité publique sur la propriété privée à certaines conditions;

2° Pour fixer et déterminer les limites précises de la cité;

3° Pour l'élection du maire et des échevins à la majorité des électeurs municipaux de la cité;

4° Pour la formation du "Centre Civique Salaberry" avec pouvoirs généraux et spéciaux des commissaires;

5° Pour décréter le scrutin à un endroit central d'un quartier et payer par la cité un agent de chaque candidat par poll de votation;

6° Pour imposer une taxe spéciale annuelle pour la construction et l'aménagement d'une plage publique;

7° Sanctionner le règlement 521 de la cité;

8° Définir nuisance publique;

9° Et pour d'astres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 1er décembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49352-49-4-o Me MAURICE PERRON, C.R.

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield, a political municipal body, incorporated according to the law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, to obtain the passing of an act on the following matters:

1. To authorize the city to install posts for public utility on private property on certain conditions;

2. To fix and set the precise limits of the city;

3. To elect the mayor and aldermen by the majority of the municipal electors of the city;

4. For the formation of the "Centre Civique Salaberry" with general and special powers of the commissioners;

5. To fix the ballot poll at a central point in a ward and have the city pay an agent of each candidate by voting poll;

6. To impose a special yearly tax for the construction and equipment of a public bathing beach;

7. To sanction by-law 521 of the city;

8. To define public nuisances;

9. And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, December 1st, 1958.

Me MAURICE PERRON, Q.C.,
49352-49-4 Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que MM. Herman Renaud de Trois-Rivières, E. Grant Cochrane de Rosemère Montréal, Marcel Côté de Joliette, Jean-Marc Demers de Montréal, Julien Déry de Sherbrooke, J. Alfred Dion de Sillery, Georges A. Gareau de Trois-Rivières, Hector Gervais de Montréal, Paul H. Noël de Montréal, Adrien Poitras de Québec, Chas. A. Rainville de Granby, J. Alphonse Roy de Sillery, Joseph Tremblay de Shawinigan Sud, J. Maurice Demers de Val d'Or, Paul Belleau de Québec, et Merwyn Hudon de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec pour l'adoption d'une loi aux fins de constituer une corporation sous le nom de "La Corporation des Ajusteurs d'Assurance de la Province de Québec" et déterminer les pouvoirs de ladite corporation pour atteindre ses fins.

Trois-Rivières, le 20 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GABIAS LAPERRIÈRE &
49353-49-4-o HÉROUX.

Notice is hereby given that Messrs. Herman Renaud of Trois-Rivières, E. Grant Cochrane of Rosemère Montreal, Marcel Côté of Joliette, Jean-Marc Demers of Montreal, Julien Déry of Sherbrooke, J. Alvred Dion of Sillery, Georges A. Gareau of Trois-Rivières, Hector Gervais of Montreal, Paul H. Noël of Montreal, Adrien Poitras of Quebec, Chas. A. Rainville of Granby, J. Alphonse Roy of Sillery, Joseph Tremblay of Shawinigan South, J. Maurice Demers of Val D'Or, Paul Belleau of Quebec, and Merwyn Hudon of Montreal will petitioned the Legislature of the Province of Quebec at his next session for the adoption of an act constituing a legal corporation to be known under the name of "La Corporation des Ajusteurs d'Assurance de la Province de Québec" and determining the powers of the said corporation to achieve her objets.

Trois-Rivières, November 20, 1958.

GABIAS LAPERRIÈRE &
49353-49-4-o HÉROUX.
Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Communauté Helleno-Canadienne de l'Ile de Montréal, corporation légalement constituée par l'acte du Parlement 16, Georges V, chapitre 99, amendé par l'acte 4-5 Elizabeth II, chapitre 152, s'adressera au Parlement de la province de Québec à sa présente session, pour demander l'amendement de sa charte aux fins de créer un Bureau de Gouverneurs ayant juridiction exclusive sur les immeubles de la Communauté.

Montréal, le 26 novembre 1958.

Le Secrétaire,
49354-49-4-o EUSTACE N. GRAVARIS.

Notice is hereby given that the Hellenic Canadian Community of the Island of Montreal, a body politic and corporate legally incorporated by the act 16, George V, chapter 99, and the act as amended by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 152, will present a petition to the Parliament of the Province of Quebec, at its present session, to ask for the amendment of its charter, in order to create a Board of Governors, having exclusive jurisdiction over the immoveable assets of the said Community.

Montreal, November 26th, 1958.

EUSTACE N. GRAVARIS,
49354-49-4-o Secretary.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Martin s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: pour fixer la durée de la votation; pour donner au conseil le pouvoir d'abroger son

Public notice is hereby given that the city of Saint-Martin will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act for the following purposes: to fix the duration of the poll; to give to the council the power to abrogate its present

règlement de zonage actuel et fixer les procédures à cet effet; pour donner au conseil le pouvoir d'établir et d'opérer une usine de traitement des idanges; de donner des noms aux rues par simple résolution; de règlementer le stationnement des roulottes; de faire le rôle d'évaluation sur des feuilles mobiles et d'adjoindre des experts aux estimateurs; pour amender l'article 522 de la Loi des cités et villes tel qu'amendé pour la cité, et définir qui pourra constituer un cultivateur; pour autoriser le conseil à décréter l'exécution de travaux permanents d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur requête signée par les propriétaires représentant les deux tiers du front des terrains bénéficiant de ces travaux; pour autoriser le conseil à ajourner la perception de la taxe pour payer le coût de certains services jusqu'à ce que les propriétaires commencent à faire usage de ces services; pour annexer à la cité certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Martin aux conditions générales déterminées par la loi; et pour autres fins.

Montréal, le 1er décembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

49355-49-4-o

Jacques Grinieff, Marie Cerna Desmarais, Roger Lacoste et Blanche Teasdale, tous et seuls actionnaires des compagnies "La Cie de Films Transatlantique Inc." et/ou "Radio City Music Hall Inc." et/ou "La Compagnie de Films Transatlantique" feront une demande à la législature pour l'annullation des lettres patentes de "La Cie de Films Transatlantique Inc." et la restauration des droits et obligations respectifs des deux autres compagnies ci-haut mentionnées et à toutes autres fins que de droit.

Les Produreurs des requérants,
LACOSTE & LACOSTE.

49372-49-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes: nommer un gérant; changer le jour des élections, le jour de la présentation des candidats et la date des séances du Conseil; établir un fonds de roulement; prohiber les constructions entre la ligne de construction et la ligne de rue; valider actes d'adjudication faits avant 1951; autoriser la signification de procédures par lettre recommandée; obliger le propriétaire à donner avis du départ d'un locataire; règlementer quant aux antennes de télévision, permis de construction et d'occupation, postes d'attente de taxis et chauffeurs de taxis, construction d'entrées d'eau, égout et raccordement, stationnement de véhicules, restaurants ambulants, arbres sur terrains privés, prévention de nuisances et pour toutes autres fins.

Montréal, le 2 décembre 1958.

Les Procureurs de Greenfield Park,
TREMBLAY MONK FORGET
BRUNEAU & BOIVIN.

49373-49-4-o

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et à prélever, par résolution, en sus de toute autre taxe, et en plus de la taxe de vente de 1%, dite d'écucation, qu'ils sont déjà autorisés

zoning by-law and to fix the proceedings thereon; to give to the council the power to build and operate a garbage processing plant; to give names to streets by resolution; to regulate the parking of trailers; to make the valuation roll on loose leaves and provide the assessors with experts; to amend article 522 of the Cities and Towns as already amended for the cty and define who shall constitute a farmer; to authorize the council to execute permanent waterworks, sewerage and road works upon petition signed by the proprietors representing two thirds of the properties benefitting therefrom; to authorize the council to postpone the collection of the tax for the payment of the cost of certain services until the time the proprietors shall avail themselves of these services; to annex to the city certain lots of the municipality of the parish of Saint-Martin, under the general conditions provided by law; and for other purposes.

Montreal, December 1, 1958.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the petitioner.

49355-49-4-o

Jacques Grinieff, Marie Cerna Desmarais, Roger Lacoste and Blanche Teasdale, all of whom are the only shareholders of the companies "La Cie de Films Transatlantique Inc". and/or "Radio City Music Hall Inc." and/or "La Compagnie de Films Transatlantique" will apply to the Legislature for the cancellation of the letters patent of "La Cie de Films Transatlantique Inc." and re-establish the respective rights and obligations of the two other companies mentioned hereinabove, and for any other legal purposes.

LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for Petitioners.

49372-49-4

Public notice is hereby given that the town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for the passing of an Act to appoint a manager; to change the date of the elections, the date of the nomination of candidates and the date of the ssittings of the Council; to establish a working-fund; to prohibit constructions between the building line and the street line; to validate all adjudications made prior to the year 1951; to regulate the size of towers, the permits of construction and occupation, the construction of private conduits, water intakes, sewers and their connection, the parking of vehicles, the taxis, the itinerant restaurants, the trees on private lots, the prevention of nuisances on vacant lots or lots partly built upon; to authorize the service of Municipal Court proceedings by registered mail; to oblige the owner to give notice when a tenant leaves his dwelling, and for all other purposes.

Montreal December 2nd, 1958.

TREMBLAY MONK FORGET
BRUNEAU & BOIVIN,
Attorneys for Greenfield Park.

49373-49-4-o

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of the city of Drummondville, in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an act authorizing them to impose and levy, by resolution, over and above any other tax, and in addition to the sales tax of 1%, called education tax, the imposition and leveying of

à imposer et à prélever en vertu de la loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 113, une taxe spéciale additionnelle de 1%, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus 1941, chapitre 88, et ses amendements), dans les limites territoriales suivantes: La cité de Drummondville, les municipalités de: St-Simon de Drummond, village de Drummondville-Ouest.

Drummondville, ce 3 décembre 1958.

Le Procureur des requérants,
49374-49-4-o MARCEL MARIER.

wich already been authorized by virtue of act, 3-4, Elizabeth II, chapter 113, an additional special tax of 1%, called education tax, of the same nature and according to the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes 1941, chapter 88, and amendments thereto), within the following territorial boundaries: The city of Drummondville, the municipalities of: St. Simon de Drummond, village of Drummondville-West.

Drummondville, this December 3, 1958.

MARCEL MARIER,
49374-49-4 Attorney for petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que MM. Paul Desrochers, Gérard Ampleman, Albert Morissette, Auguste Scott, Roland Théorêt, Léonard Morin, Gabriel Lemire, Roland Leroux, Wilfrid Dufour, Albert Ouellet, Camille Lavoie et P. A. Fournier, tous membres de commissions scolaires faisant partie de la Fédération des Commissions Scolaires du Québec, vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une société mutuelle d'assurances générales soit incorporée, ayant pour objet la réalisation d'opérations d'assurance et de réassurance mutuelles, sous le nom de "La Mutuelle Générale des Commissions Scolaires."

Montréal, ce 29 novembre 1958.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN, C.R.,
515 avenue Viger, chambre 401,
49395-50-4-o Montréal, Qué.

NOTICE

Notice is hereby given that MM. Paul Desrochers, Gérard Ampleman, Albert Morissette, Auguste Scott, Roland Théorêt, Léonard Morin, Gabriel Lemire, Roland Leroux, Wilfrid Dufour, Albert Ouellet, Camille Lavoie and P. A. Fournier, all of them members of school commission affiliated to the Federation of Catholic School Commission of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at its next ensuing session, for the incorporation of a mutual association of general insurance, its purpose being the carrying out of a mutual insurance and reinsurance business, under the Corporate name of "La Mutuelle Générale des Commission Scolaires".

Montreal, November 29th, 1958.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN, Q.C.,
515 Viger Avenue, room 401,
49395-50-4-o Montreal, Que.

Avis public est présentement donné que la ville Montréal-Nord, dans la circonscription électorale de Laval, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec à leur présente session, en adoption d'une loi la constituant en cité, réglant la propriété des rues et ruelles, supprimant le referendum lorsque les deux tiers des propriétaires demandent des travaux locaux, réglant le stationnement pendant les travaux de nettoyage et de déneigement des rues, autorisant de défrayer la confection d'un rôle d'évaluation scientifique, autorisant la création de commissions des sports, de l'urbanisme, de l'industrie et du tourisme, autorisant le réglementation des affiches et placards, surbordonnant les plans de subdivision à la cession de terrains pour les rues, autorisant la constitution d'un fonds de roulement, permettant la refonte des règlements de construction et d'urbanisme sans referendum, augmentant l'autorité du conseil sur ses officiers, ratifiant certains contrats et règlements, portant la date des élections en novembre, autorisant la création d'un bureau de révision des estimations, abrogeant les dispositions de la charte incompatibles avec la loi générale, et autres objets complétifs ou relatifs.

Montréal, 26 novembre 1958.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.
49396-50-4-0

Public notice is hereby given that the town of Montreal-North, in electoral division of Laval is petitioning the Legislative Bodies of the Province of Quebec at their present session for the enactment of a law erecting it as a city, determining the ownership to streets and lanes, dispensing with referendum when two thirds of the property owners ask for local improvements, regulating parking of vehicles during cleaning of the streets and snow removal, authorizing the cost of a scientific rool of valuation, authorizing a sports commission, a commission of urbanism, and an industrial and touristic commission, authorizing the regulation of signs and billboards, submitting subdivision plans to the cession of the land for the streets, authorizing a floating fund, allowing one revision of construction and zoning by-laws without referendum, increasing the authority of the city council on its officers, ratifying certain contracts and agreements, setting the date of elections in November, authorizing a board of revision of the real estate valuations, repealing the special provisions of the charter not compatible with the general law, and all other supplementary and accessory objects.

Montreal, November 26th, 1958.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
Attorney for petitioner.
49396-50-4-o

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Sainte-Dorothée, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville de Sainte-Dorothée" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; prolonger le mandat du maire et des conseillers;

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Sainte-Doroghée, County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for an act to erect its territory into a Town, under the name of "Town of Sainte-Dorothée" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to give a description of the

désigner les quartiers; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; règlementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; règlementer les marchands ambulants; règlementer l'exécution des travaux permanents sur requête des propriétaires; ordonner la fermeture ou règlementer les dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; règlementer les taxis; confectionner le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; autoriser la signification des procédures de la Cour Municipale par lettre recommandée; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs et pour autres fins.

Montréal, le 9 décembre 1958.

Le Procureur de la Corporation,
49416-50-4-0 Me ANDRÉ DUCHARME.

Avis public est par les présentes donné que la "Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec et permettant à la requérante de construire un édifice comme son siège social sur partie du lot 227 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, faisant front sur le chemin Saint-Louis, et pour autres fins.

Québec, 20 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49417-50-4-0 GAGNON & DE BILLY.

Avis public est par les présentes donné que "Dominion Dock Co. Limited", une compagnie constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant son siège social dans la cité de Montréal, Jacques de Billy, avocat et conseiller de la reine, et Gérard Guay, arpenteur géomètre, tous deux de la cité de Sillery, Joseph A. Gibaut, ingénieur de la cité de Montréal, Arthur M. Minnion, avocat et conseiller de la reine, de la cité de Montréal, Walter J. Williams, exécutif de Cleveland, Ohio, États-Unis, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi incorporant "Compagnie de Chemin de fer Arnaud", fixant le capital, le bureau-chef, le nombre des directeurs, les droits et pouvoirs de la compagnie, le tracé d'un chemin de fer à être opéré par elle et pour toutes autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
49418-50-4-0 GAGNON & DE BILLY.

Avis public est par les présentes donné que la "Compagnie des Ciments du Saint-Laurent" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant son nom et fixant l'évaluation de ses propriétés situées dans la ville de Villeneuve pour fins de taxation municipale et scolaire, et pour autres fins.

Québec, ce 20 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49419-50-4-0 GAGNON & DE BILLY.

Avis public est par les présentes donné que Jean Lemire, médecin, de Shelter Bay, Ovila Bijould, retraités, de Shelter Bay, Georges Gauvin, ingénieur forestier, de Shelter Bay, Roger Labrie, comptable, de Shelter Bay, Alexander H. Tait, gérant, de Shelter Bay, Bernard Kelly, ingénieur, de Shelter Bay, et Jean Paul Drolet, administrateur, de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa présente

wards; to regulate the building permits; to limit the assessment and the taxation of the farm lands; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for water-works; to regulate the itinerant merchants; to regulate the execution of permanent works upon petitions made by the proprietors; to close or to regulate automobile and other junks yards; to regulate the taxis; to prepare the valuation roll on a card index or loose leaf folder system; to authorize the service of the Municipal Court proceedings by registered mail; to grant money for charitable purposes and for recreation centers and for other purposes.

Montreal, December 9th, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
49416-50-4-o Attorney for the Corporation.

Public notice is hereby given that "Quebec Automobile Club Insurance Company" will apply to the legislature of the province of Quebec at its present session for the passation of an act amending section 541 of the charter of the city of Quebec and authorizing the petitioner to build for its head office a building on portion of lot 227 of the official cadastral plan of the parish of Saint-Colomb of Sillery, city of Quebec, fronting on Saint-Louis Road, and for other purposes.

Quebec, November 20th, 1958.

GAGNON & DE BILLY,
49417-50-4-o Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that "Dominion Dock Co. Limited", a company constituted under the laws of the province of Quebec, having its head office in the city of Montreal, Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel and Gérard Guay, land surveyor, both of the city of Sillery, Joseph A. Gibaut, of the city of Montreal, professional engineer, Arthur M. Minnion of the city of Montreal, advocate and Queen's Counsel, and Walter J. Williams, executive of Cleveland, Ohio, United States of America, will apply to the legislature of the province of Quebec at its present session for the passing of an Act incorporating Arnaud Railway Company, fixing the capital, the head office, the number of the directors, the rights and powers of the company, the courses of the Railway line and branch lines to be built, and for any other purposes.

Montreal, November 20th, 1958.

GAGNON & DE BILLY,
49418-50-4-o Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that "Saint-Lawrence Cement Company" will apvly to the legislature of the province of Quebec at its present session for the passation of an Act modifying its name and fixing the valuation of its properties in the town of Villeneuve, for purposes of municipal and school taxation, and for other purposes.

Quebec, November 20th, 1958.

GAGNON & DE BILLY,
49419-50-4-o Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that Jean Lemire, physician, of Shelter Bay, Ovila Bijould, pensioneer, of Shelter Bay, Georges Gauvin, forestry Engineer, of Shelter Bay, Roger Labrie, accountant, of Shelter Bay, Alexander H. Tait, Manager, of Shelter Bay, Bernard Kelly, engineer of Shelter Bay, and Jean Paul Drolet, executive, of Montreal will apply to the legislature of the province of Quebec at its present session

session pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant la ville de Port Cartier, décrétant que telle ville sera sujette aux dispositions de la Loi des cités et villes sauf en autant que spécialement dérogé par ladite loi, délimitant le territoire de ladite ville, définissant le mode d'élection du maire et des échevins, définissant les pouvoirs de ladite ville, fixant l'évaluation des propriétés de "Quebec Cartier Mining Company", "Compagnie de Chemin de Fer Cartier" et "Quebec North Shore Paper Company", permettant à la ville d'imposer une taxe de vente au détail, et pour autres fins.

Québec, 20 novembre 1958.

Les Procureurs des requérants,

49420-50-4-o GAGNON & DE BILLY.

for the passation of an Act incorporating the town of Port Cartier, enacting that such town shall be subject to the dispositions of the Cities and Towns Act except as specially derogated by said act, fixing the territory of said town, fixing the procedure of election of the mayor and of the aldermen, defining the powers of said town, fixing the valuation of the properties of "Quebec Cartier Mining Company", "Cartier Railway Company" and "Quebec North Shore Paper Company", authorizing the town to impose a right sales tax and for other purposes.

Quebec, November 20th, 1958.

GAGNON & DE BILLY,

49420-50-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Mont-Royal, dans le comté d'Outremont, s'adresseront à la Législatre de la province de Québec, au cours de sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'être connus, à l'avenir, sous le nom de "La commission des écoles catholiques de Mont-Royal"; de leur accorder des pouvoirs spéciaux concernant la date de l'élection des commissaires et le changement de fonction, de classe ou d'école des instituteurs; de décréter que les dispositions du paragraphe 2 de l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, ne s'appliquent pas et ne se sont jamais appliquées à la municipalité scolaire de ville Mont-Royal; et pour autres fins.

Montréal, le 12 décembre 1958.

Les Procureurs des requérants,

LACROIX, VIAU & POUPART.

49437-51-4-o

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of the town of Mount Royal, in the county of Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act for the purpose of being known in future under the name of "The Catholic School Board of Mount Royal"; of granting certain special powers concerning the date of election of the school commissioners and the transfer of teachers from one function, class or school, to another; to decree that the provisions of the second paragraph of sub-section 2 of section 16 of the act 15 George V, chapter 45, do not apply and have never applied to the school municipality of the town of Mount Royal; and for other purposes.

Montreal, December 12, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,

49437-51-4-o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné, que la Commission Scolaire du village de Rawdon, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires dans ledit village de Rawdon, district de Joliette, s'adressera à la législature de Québec, à sa session actuellement en cours pour obtenir l'autorisation d'imposer et de prélever en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'Impôt sur la vente en détail S.R.Q. 1941, chapitre 88 et ses amendements, sur le prix de vente et d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, vendus ou achetés dans les limites actuelles de la Municipalité Scolaire du village de Rawdon, sauf exceptions prévues par la loi.

Joliette, 9 décembre 1958.

Le Procureur de la Commission Scolaire du village de Rawdon,

49438-51-4-o GEORGES SYLVESTRE, C.R.

Public notice is hereby given that the Schoo Commission of the village of Rawdon, a body politic and incorporated having its business office in the said village of Rawdon, district of Joliette, will apply to the Legislature of Quebec at its present session to obtain authorization to impose and levy, over and above any other tax, a special tax of one percent (1%), said tax to be for education, of the same nature and pursuant to the provisions of the Retail Sales Tax Act, R.S.C. 1941, chapter 88 and its amendments, on the retail sales price and purchase price of all moveable, moveable effects, merchandise and commercial articles whatsoever, sold or purchased within the present limits of the School Municipality of the village of Rawdon, save for exceptions as provided for by Law.

Joliette, December 9, 1958.

GEORGES SYLVESTRE, Q.C.,
Attorney for the School Commission

49438-51-4 of the Village of Rawdon.

Avis public est, par les présentes, donné que Les Soeurs de la Charité de Québec et la cité de Giffard s'adresseront conjointement à la Législature de la Province de Québec à sa présente session au Parlement de Québec en vue d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale donnant effet à l'entente intervenue entre ces deux institutions, détachant certains immeubles du territoire de la cité de Giffard pour les annexer au territoire de la paroisse de St-Michel-Archange, détachant certains immeubles du territoire de la paroisse de St-Michel-Archange pour les annexer au territoire de la cité de Giffard, déterminant les conditions auxquelles ces annexions ont lieu, pourvoyant que pour les fins de la répartition du

Public notice is hereby given that Les Soeurs de la Charité de Québec and the city of Giffard shall jointly apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, at the Parliament Buildings, Quebec City, for the purpose of obtaining the adoption of a special act giving effect to a certain agreement between both petitioners, detaching certain immoveables from the territory of the city of Giffard to annex them to the territory of the parish of St. Michel Archange, detaching certain immoveables from the territory of the said parish of St. Michel Archange to annex them to the territory of the city of Giffard, determining the conditions of such annexations, providing that for the purpose of

produit de la taxe de vente, la population des immeubles détachés du territoire de la cité de Giffard et annexés au territoire de la paroisse de St-Michel-Archange sera considérée comme continuant de faire partie de la Population de la cité de Giffard, fixant cette population au chiffre de douze cent cinquante (1,250) personnes pour toutes fins futures relatives à la répartition du produit de ladite taxe, conférant à la cité de Giffard, des pouvoirs spéciaux obligeant tout propriétaire qui subdivise un terrain en lots à bâtir, à céder à titre gratuit, à la cité, en outre de l'assiette des rues, une surface équivalente à 5% de la surface totale faisant l'objet de la subdivision, donnant le droit d'imposer et prélever par règlement, une taxe n'excédant pas 2% sur le prix de vente de tout immeuble situé dans les limites de la cité; donnant le droit d'imposer par règlement, les taxes de locataire, d'eau, d'enlèvement des vidanges, et de la neige, aux propriétaires de ces immeubles, et de subroger lesdits propriétaires aux droits de la cité, en ce qui concerne le montant desdites taxes payées par eux à la cité, et pour autres fins.

Donné à Québec, le 11 décembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49439-51-4-o LOUIS DUSSAULT, C.R.

the distribution of the proceeds of the sale's tax the population of the immoveables detached from the territory of the city of Giffard and annexed to the territory of the parish of St. Michel Archange shall continue to be considered as part of the population of the city of Giffard, fixing such population at twelve hundred and fifty (1,250) people for all future purposes relating to the distribution of the proceeds of the sale's tax, conferring upon the city of Giffard special powers authorizing it to oblige any landowner who subdivides land into building lots to cede to the city by gratuitous title and in addition to the area required for streets, an area equivalent to 5% of the whole extent of the subdivided land, to impose and ilvy by by-law, a tax not in excess of 2% on the sale price of any immoveable situated within the territory of the city, to enact by by-law, that the tenants' tax, the water tax and the taxes for snow and garbage removal shall be assessed and levied against the owners of immoveables and that such owners shall be subrogated in the rights of the city for the amount of such taxes, and for other purposes.

Dated at Quebec city, this 11th day of December 1958.

LOUIS DUSSAULT, Q.C.,
49439-51-4-o Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Montreal Trust Company et Sogemines Consultants Limited s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de valider leur titre de propriété à certaines parcelles de terrain, soit à une partie du lot 176 de la paroisse de St-Constant, à une partie du lot 656 et à une partie du lot 659 de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine; pour établir à cinq cent mille dollars, pour une période de dix ans, l'évaluation des biens taxables, présents et futurs, de Sogemines Consultants Limited ou de sa subsidiaire, situés dans les limites des paroisses de St-Constant et de Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie, et ce pour fins municipales et scolaires.

Montréal, le 11 décembre 1958.

Le procureur des pétitionnaires,
49440-51-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Public notice is hereby given that Montreal Trust Company and Sogemines Consultants Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to validate their title to certain pieces of property, namely part of lot 176 of the parish of St. Constant, part of lot 656 and part of lot 659 of the parish of Laprairie de la Magdeleine; to establish at five hundred thousand dollars, for a period of ten years, the valuation of the present and future taxable property owned by Sogemines Consultants Limited or its subsidiary within the limits of the parishes of St. Constant and of Ste. Catherine d'Alexandrie de Laprairie, for municipal and school purposes.

Montreal, December 11, 1958.

GASTON POULIOT, Q.C.,
49440-51-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de L'Abord-à-Plouffe s'adressera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les fins suivantes: exiger une procuration pour autoriser les co-propriétaires à exercer leur droit de vote; exiger le paiement des taxes pour l'obtention du droit de vote; contrôler les cessions ou transport de propriétés; voir à l'entretien des fossés ou cours d'eau et en répartir le coût; obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente; voir à la création d'un bureau de revision; abroger l'article 11 de la Loi 2-3, Elizabeth II, chapitre 99; annexer les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 33, 34, 36, 37 et leurs subdivisions, de même que cette partie du lot numéro 35 située entre le Ruisseau Papineau et le lot numéro 34, tous du cadastre officiel de la paroisse Ste-Dorothée; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 12 décembre 1958.

L'Avocat de la pétitionnaire,
49441-51-4-o ROBERT HODGE, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of L'Abord-à-Plouffe will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, as follows: to exact a power of attorney to authorized co-proprietors to exercise their right of vote; exact payment of taxes in order to obtain a right to vote; control the assignment or transfer of property; see to the maintenance of ditches or streams and apportion the cost thereof; obtain the power to impose a sales tax; see to the creation of a board of revision; repeal section 11, Act 2-3, Elizabeth II, chapter 99; annex lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 33, 34, 36, 37 and the subdivisions thereof, as well as that part of lot number 35 situated between Papineau Brook and lot number 34, all of the official cadastre of the parish of Ste. Dorothée; and for all other purposes.

Montreal, December 12, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49441-51-4 Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Wilfrid Simoneau, marchand, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi validant son titre de propriété aux lots Nos 691 et 739 de la subdivision officielle du lot originaire no 163 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Montréal, le 13 décembre 1958.

Le Procureur du pétitionnaire,
49451-51-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Public notice is hereby given that Wilfrid Simoneau, merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province, at its present session, for the passing of an Act to validate his title of property to lots Nos 691 and 739 of the official subdivision of original lot No. 163 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet.

Montréal, December 13, 1958.

GASTON POULIOT, Q.C.,
49451-51-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Granby, district de Bedford, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session, pour amender sa charte dans le but d'obtenir le pouvoir d'octroyer une franchise pour la vente et la distribution du gaz naturel dans ses limites.

Granby: le 9 décembre 1958.

Les Procureurs et agents des requérants,
NORMANDIN &
49452-51-4-o LÉVEILLÉ, avocats.

Public notice is hereby given that the city of Granby, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the purpose of having its charter amended in order to obtain the power to grant a franchise for the sale and distribution of natural gas within its boundaries.

Granby: December 9, 1958.

NORMANDIN &
LÉVEILLÉ, Advocates,
49452-51-4 Attorneys and Agents for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Waterloo, district de Bedford, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session, pour obtenir une loi aux fins d'augmenter de $200,000.00 à $400,000.00 le fond industriel et autres fins.

Granby: le 9 décembre 1958.

Les Procureurs et agents des requérants,
NORMANDIN &
49453-51-4-o LÉVEILLÉ, Avocats.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Waterloo, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act for the purpose of increasing its industrial capital from the sum of $200,000.00 to $400,000.00 and for other purposes.

Granby: December 9, 1958.

NORMANDIN &
LÉVEILLÉ, Advocates,
49453-51-4 Attorneys and Agents for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la ville Laval des Rapides s'adressera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs spéciaux concernant: le droit de vote des officiers de la ville, des électeurs qui n'ont pas payé leurs taxes, la date de la préparation de la liste des électeurs, l'addition au rôle d'évaluation des immeubles qui ont changé de valeur et des lots qui ont été subdivisés, l'avis à être donné par les propriétaires qui désirent se plaindre de leur évaluation, l'exécution des travaux d'améliorations locales par requête, l'annexion des lots 243, 245, 246, 248, 249, 252, 253, 254 et partie des lots 241, 244, 247 et 256, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin; et pour toutes autres fins.

Montréal, 16 décembre 1958.

L'Avocat de la pétitionnaire,
49468-51-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Laval des Rapides will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the adoption of an act which will grant it special powers respecting the right to vote of the officers of the town, of electors who have not paid their taxes, the date for the preparation of the list of electors, the addition to the valuation roll of real estate which has changed in value and of the lots which have been subdivided, notice to be given by the proprietors who wish to complain of their valuation, the execution of work for local improvement by petition, the annexation of lots 243, 245, 246, 248, 249, 252, 253, 254 and part of lots 241, 244, 247 and 256, all in the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin; and for all other purposes.

Montreal, December 16, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49468-51-4 Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que La Corporation du village Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, dans le comté Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de Ste-Geneviève" et pour l'obtention de pouvoirs additionnels concernant la date et la modalité des élections; diviser le territoire en quartiers; règlementer les constructions; taxer l'enlèvement des vidanges, réglementer les permis de construction; exécuter des travaux d'améliorations locales par requête; réglementer la subdivision des lots; règlementer les taxis; faire des dons aux oeuvres de charité; réglementer la construction des conduites privées d'aqueduc et d'égout; et pour toutes autres fins.

Montréal, 16 décembre 1958.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
49469-51-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is hereby given that the Corporation of the village of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act to erect its territory in town under the name of "Town of Ste-Geneviève" and to obtain additional powers concerning the date and modality of elections; to divide the territory into wards; to regulate construction; to tax garbage removal, to regulate building permits; to carry on local improvement works by petition; to regulate subdivision of lots; to regulate taxis; to donate gifts to charity; to regulate the construction of private conduits for aqueducts and sewers; and for all other purposes.

Montreal, December 16, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49469-51-4 Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'ecoles pour la municipalité de St-Louis (comté de Jacques-Cartier) s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, aux fins d'obtenir des pouvoirs additionnels concernant: la perception des taxes scolaires par l'autorité municipale pour les contribuables dont les immeubles sont situés dans les limites des cités de Montréal et St-Laurent, la confection d'un rôle spécial pour l'ajustement des taxes à cette fin; l'obtention de titres de propriété pour les lots P-171, P.-123 et P-124; le changement de fonctions et d'endroit des professeurs au cours d'un exercice; la création de sièges électoraux pour l'élection des commissaires; la rémunération des commissaires; l'imposition d'une taxe de 2%, dite taxe d'éducation; et pour toutes autres fins.

Montréal, 16 décembre 1958.

L'Avocat des pétitionnaires,
49470-51-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of St-Louis (county of Jacques-Cartier) will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the present session, for the purpose of obtaining additional powers respecting: the collection of school taxes by the municipal authority for the ratepayers whose immoveables are situated within the limits of the cities of Montreal and St-Laurent, the drawing-up of a special roll for the adjustemnt of taxes for this purpose; the obtention of property titles for lots P-171, P-123 and P-124; to change the functions and place of professors during the course of a term; the creation of electoral seats for the election of commissioners; the remuneration of commissioners; the imposition of a tax of 2%, called education tax; and for all other purposes.

Montreal, December 16, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49470-51-4 Attorney for the Petitioner.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 462,317. Dame Rita St-Onge, épouse d'e Adrien Eddy Thibodeau-Côté, vendeur, domiciliée eu N° 9282, rue Reims, cité et district de Montréal, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens, à Montréal, le 9 décembre 1958.

Les Procureurs de la demanderesse,
GERVAIS, GUÉRIN, BOISCLAIR
49459-o & MORIN.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 462,317. Dame Rita St-Onge, wife of Adrien Eddy Thibodeau-Côté, salesman, domiciled at No. 9282 Reims Street, city and district of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property, at Montreal, December 9, 1958.

GERVAIS, GUÉRIN, BOISCLAIR
& MORIN,
49459 Attorneys for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1225
Section "B"

Québec, le 10 décembre 1958.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des métiers de la construction de St-Hyacinthe a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de St-Hyacinthe;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 novembre 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 909, soit modifié comme suit:

Le nom de la partie contractante de première part "Le Syndicat Patronal Catholique et Natio-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1225
Part "B"

Québec, December 10, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Trades Patiry Committee of St. Hyacinthe has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to decree No. 909 of August 25, 1955 and amendments, relating to the construction industry in the district of St. Hyacinthe;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 8, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 909, be amended as follows:

The name of the contracting party of the first part "Le Syndicat Patronal Catholique et

nal de la construction de St-Hyacinthe" est changé en celui de "l'Association des Constructeurs St-Hyacinthe — Bagot — Rouville".

L. DÉSILETS,
49431-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1225
Section "C"

Québec, le 10 décembre 1958.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuilles a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 827 du 14 août 1958, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 8 novembre 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 827, soit modifié comme suit:

Au paragraphe "*b*" de l'article III, les mots "exception faite des bateaux de plaisance de moins de 25 pieds de longueur" sont ajoutés après les mots "à la construction de navires".

L. DÉSILETS,
49431-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1225
Section "D"

Québec, le 10 décembre 1958.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet et Bagot.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, une modification au décret numéro 163 du 12 février 1948 et amendements, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet et Bagot;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 novembre 1958;

National de la construction de St-Hyacinthe" is changed to read as follows: "L'Association des Constructeurs St-Hyacinthe — Bagot — Rouville".

L. DÉSILETS,
49431-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1225
Part "C"

Quebec, December 10, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 827 of August 14, 1958, relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* issue of November 8, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommandation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree No. 827, be amended as follows:

In paragraph "*b*" of article III, the words "not including pleasure boats under 25 feet in length" are added after the words "the construction of ships".

L. DÉSILETS,
49431-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1225
Part "D"

Quebec, December 10, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the clockmaker and jeweller trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet and Bagot.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree number 163 of February 12, 1948 and amendments, relating to the clockmaker and jeweller trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet and Bagot;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 8, 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 163, soit modifié comme suit:

Les mots "Saint-Lazare" apparaissant dans le deuxième alinéa du paragraph 2 de l'article III sont biffés.

L. DÉSILETS,
49431-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 163, be amended as follows:

The words "Saint Lazare" appearing in the second sub-paragraph of paragraph 2 of article III are deleted.

L. DÉSILETS,
49431-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1225
Section "F"

Québec, le 10 décembre 1958.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 988 du 2 octobre 1958, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, soit corrigé comme suit:

1° Les mots "tours de transmission électrique" apparaissant au paragraphe "*k*" de l'article I sont biffés.

2° Le premier alinéa de l'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV. *Industrie du Fer Structural:*

Salaires minima:	*Taux horaires*
Travailleur en fer structural (compagnon)	$2.30
Soudeur (compagnon)	2.30

Apprenti:

1ère année 70% du taux du compagnon
2ème année 85% du taux du compagnon.

Il ne peut y avoir plus d'un apprenti par sept (7) compagnons à l'emploi de l'employeur ou plus d'un apprenti par chantier.

Dérogation

L'industrie du fer structural ne comprend pas la construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé. Les dispositions suivantes s'appliquent à ce genre de travail:"

L. DÉSILETS,
49431-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1225
Part "F"

Quebec, December 10, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction of the decree relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree No. 988 of October 2, 1958, relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet, be corrected as follows:

1. The words "electric transmission towers" appearing in paragraph "*k*" of article I are deleted.

2. The first sub-paragraph of article XIV is replaced by the following:

"XIV. *Structural iron industry:*

Minimum wages:	*Hourly rates*
Structural iron erector	$2.30
Welder (journeyman)	2.30

Apprentice:

1st year 70% of the journeyman's rate
2nd year 85% of the journeyman's rate.

There shall not be more than one apprentice to each seven (7) journeymen in the employ of the employer, nor more than one apprentice per job.

Derogation

The structural iron industry does not include the construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and substations. The following provisions apply to this kind of work."

L. DÉSILETS,
49431-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1211
Section "F"

Québec, le 3 décembre 1958.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification aux règlements spéciaux pris en exécution de la Loi des Établissements industriels et commerciaux.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'article 20 des Règlements spéciaux relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1211
Part "F"

Québec, December 3, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of special regulations under the Industrial and Commercial Establishments Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT article 20 of the special regulations for the protection of employees working in construction yards and trenches (Order in Council No. 652

tranchées (Arrêté en conseil numéro 652 du 27 juin 1956, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 août 1956) pris en exécution de la Loi des Établissements industriels et commerciaux, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), soit abrogé et remplacé par le suivant:

"20° Dans la construction d'édifices à charpente d'acier, un plancher temporaire doit être érigé un étage au-dessous du plancher sur lequel les ouvriers travaillent. Ces planchers doivent être construits de matériaux de première qualité. On doit se servir de madriers d'au moins 2" d'épaisseur sur 9" de largeur, solidement fixés aux extrémités et sans espace entre chacun.

Si l'inspecteur constate que tel plancher temporaire n'existe pas, il peut, après autorisation de l'inspecteur-en-chef ou de son adjoint, ordonner l'évacuation immédiate et complète de tout ou partie de l'édifice en construction. Suivant le cas il peut, à cette fin, requérir les services de tout homme de police municipale ou provinciale ou d'un constable de la paix et exiger immédiatement la pose de tel plancher.

Le présent article ne s'applique pas aux constructions dont les planchers métalliques sont construits au fur et à mesure du montage de la structure."

L. DÉSILETS,
49431-o Greffier du Conseil Exécutif.

of June 27, 1956, published in the *Quebec Official Gazette* of August 4, 1956) enacted under the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175), be deleted and the following substituted therefor:

"20. For the construction of steel structure buildings, a temporary floor shall be erected one floor under the one on which men are working. Such temporary floors shall be made of first class materials. The boards shall be at least 2" thick by 9" wide firmly secured at the ends and without intervals.

In the absence of such temporary floor, the inspector, with the authorization of the chief-inspector or the assistant chief-inspector, may order the immediate evacuation of all or part of the building under construction. To that effect, he may require the services of any municipal or provincial policeman or any peace officer and order the immediate laying of such a floor.

The present article does not apply to constructions where metal floors are laid at the time of the erection of the building."

L. DÉSILETS,
49431 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Producteurs de Fèves du Comté de Lotbinière", en date du 21 octobre 1958, dont le siège social est situé à Saint-Janvier-de-Joly, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49432-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Producteurs de Fèves du Comté de Lotbinière", under date of October 21, 1958, whereof the head office is at Saint Janvier-de-Joly, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49432 Under Secretary of the Province.

BRENSAN FABRICS CORPORATION

AVIS

Le règlement N° 24 de "Brensan Fabrics Corporation" a été dûment décrété par les directeurs de la compagnie le 9e jour de décembre 1958, et ratifié et confirmé à une assemblée spéciale des actionnaires tenue le même jour, autorisant la distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et à procéder subséquemment à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 9 décembre 1958.

Le Secrétaire,
49443 B. YAFFE.

BRENSAN FABRICS CORPORATION

NOTICE

By-Law No. 24 of "Brensan Fabrics Corporation", was duly enacted by the directors of the company on the 9th day of December, 1958, and ratified and confirmed at a Special Meeting of Shareholders held the same day, authorizing the distribution of the company's assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, December 9th, 1958.

B. YAFFE,
49443-o Secretary.

(P.G. 11320-58)

Avis est donné que, le dix décembre 1958, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le règlement N° 1 du "Club Automobile Québec — Quebec Automobile Club", tel qu'adopté à une assemblée générale spéciale des membres tenue le 9 juin 1958, et ce, conformé-

(A.G. 11320-58)

Notice is hereby given that on December tenth, 1958, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved by-law No. 1 of the "Club Automobile Québec — Quebec Automobile Club", as adopted at a special general meeting of the members held on June 9,

ment aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quinze décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49449-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des Syndicats Professionnels)

La formation d'une association sous le nom de "The Association of Employees of S. Coorsh & Sons Ltd.", pour l'étude, la défense et l'avancement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 16e jour de décembre 1958.

La principale place d'affaires dudit syndicat professionnel est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
49460 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Poste de Mirage Coopératif de Ste-Ursule", en date du 8 novembre 1958, dont le siège social est situé à Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le neuf décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49461-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13030-58)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandatoin de l'Assistant-procureur général, l'Honourable Secrétaire de la province a, le 9 décembre 1958, approuvé les règlements généraux numéros 1 à 36 inclusivement de "Mille-Iles Community Hall Corporation", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 8 novembre 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49462 JEAN BRUCHÉSI.

Avis de changement de nom

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de St-Émilien", tenue à Desbiens, comté de Lac St-Jean, le 19 octobre 1958, le nom de ladite société a été, par une résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de "La Caisse Populaire de Desbiens".

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-sept décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49463-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11768-56)

Avis est donné que, le onze décembre 1958, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé les règlements de "La Corporation

1958, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of December, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49449 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "The Association of Employees of S. Coorsh & Sons Ltd", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the 16th day of December, 1958.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
49460-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Poste de Mirage Coopératif de Ste-Ursule" under date November 8, 1958, whereof the head office is at Sainte-Ursule, county of Maskinongé, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49461 Under Secretary of the Province.

(A.G. 13030-58)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws numbered from 1 to 36 inclusive of "Mille-Iles Community Hall Corporation", as adopted at a special general meeting held on November 8th, 1958, have been approved on December 9th, 1958, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 17th day of December, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49462-o Under-Secretary of the Province.

Notice of change of name

(Cooperative Syndicates' Act of Quebec)

Notice is given that, at a special general meeting of the associates of "La Caisse Populaire de St-Émilien", held at Desbiens, county of Lake St. John, on October 19, 1958, the name of the said association has been, by a resolution duly adopted for this purpose, changed into that of "La Caisse Populaire de Desbiens".

Given at the office of the Provincial Secretary on December seventeenth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49463 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11768-56)

Notice is hereby given that on December eleventh, 1958, on the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved the by-laws

des Psychologues de la Province de Québec — The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 10 avril 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-sept décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49464-o JEAN BRUCHÉSI.

of "La Corporation des Psychologues de la Province de Québec — The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec", as adopted at the general meeting held on April 10, 1958, and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on December seventeenth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49464 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

"Engelhard Industries (Quebec) Limited" par les présentes donne avis que demande sera faite au Procureur Général de Québec, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnie de Québec, pour acception de demande d'abandon de sa charte à compter de la date à être fixée par le Procureur Général.

Daté à Montréal, P.Q. ce 12ième jour de décembre, 1958.

ENGELHARD INDUSTRIES (QUEBEC) LIMITED,
par le Secrétaire,
49444-o (Signé) W. G. TUCKER.

KRUMPEX INC.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Krumpex Inc.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 16 décembre 1958.

Le Secrétaire,
49471 (Signé) A. O. MALDOFF.

Avis est par les présentes donné que "Hudson Investment Ltd", corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 17 décembre 1958.

(Sceau) Le Président,
49472-o FRANZ WYRSCH.

Avis est par les présentes donné que "Montrose Trading Company Limited", corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 17 décembre 1958.

(Sceau) Le Président,
49473-o JEAN NOËL.

MOTEL STE-ADÈLE INC.

Prenez avis que la Compagnie "Motel Ste-Adèle Inc.", corporation dûment constituée selon les lois des Compagnies de Québec, ayant

Charters — Surrender of

NOTICE

"Engelhard Industries (Quebec) Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of Quebec under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter as and from a date to be fixed by the Attorney General.

Dated at Montreal, P.Q. this 12th day of December, 1958.

ENGELHARD INDUSTRIES (QUEBEC) LIMITED,
Per: (Sgd.) W. G. TUCKER,
49444-o Secretary.

KRUMPEX INC.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Krumpex Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, December 16th, 1958.

(Sgd) A. O. MALDOFF,
49471-o Secretary.

Notice is hereby given that "Hudson Investment Ltd", constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 17th day of December, 1958.

(Seal) FRANZ WYRSCH,
49472-o President.

Notice is hereby given that "Montrose Trading Company Limited," constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 17th day of December, 1958.

(Seal) JEAN NOËL,
49473-o President.

MOTEL STE-ADÈLE INC.

Notice is hereby given that "Motel Ste-Adèle Inc." a Corporation duly constituted under the Quebec Companies' Act and having its Head

sa principale place d'affaires au village de Ste-Adèle, P.Q., demandera au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 12ième jour de décembre 1958.

Le Secrétaire,
49474-o J. MOTTET.

Office in the village of Ste-Adèle, P.Q., will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, this 12th of December, 1958.

J. MOTTET,
49474-o Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 660-58)

Avis est, par les présentes, donné que "Fruin-Colnon Contracting Company", une corporation à fonds social étrangère organisée en vertu des lois du Missouri, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la Province,
49429 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 574-58)

Avis est, par les présentes, donné que "National-U.S. Radiator Corporation", une corporation à fonds social étrangère, constituée en corporation en vertu des lois de l'état de Maryland, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1505 — 507 Place d'Armes, cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Arthur Carey Strefford Stead, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49429 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

(A.G. 660-58)

Notice is hereby given that "Fruin-Colnon Contracting Company", an extra-provincial corporation organized under the Laws of Missouri, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be established at room 300, 455 Craig Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49429-o Assistant Provincial Secretary.

(P.Sec. 574-58)

Notice is hereby given that "National-U.S. Radiator Corporation", an extra-provincial corporation governed by the Corporation Law of the State of Maryland, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, purusant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 1505 — 507 Place d'Armes, in the city and Judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Arthur Carey Strefford Stead, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 17th day of December, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49429-o Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction Publique

N° 468-56.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 décembre 1958, de modifier l'item 3 de l'arrêté en conseil N° 543 en date du 22 mai 1958, de manière à changer la description technique du territoire

Department of Education

No. 468-56.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated December 10, 1958, to modify item 3 of Order in Council No. 543 dated May 22, 1958 so as to change the technical description of the territory annexed to the

annexé à la municipalité scolaire de Cap St-Martin, par la suivante: "Les lots 330, 331 et la demie nord-ouest du lot 332 du cadastre officiel de St-Martin, dans le comté de Laval."

De plus, il faudrait ajouter dans la description technique du territoire annexé à la municipalité scolaire de Pont-Viau: "La demie sud-est du lot 332 situé au sud-est du chemin public appelé rang St-Martin".

Québec, le 18 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49476-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 174-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêter en conseil en date du 10 décembre 1958, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, le lot 905 du cadastre officiel de St-Dicace, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Mandeville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 18 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49476-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 615-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 décembre 1958, de changer le nom de la municipalité scolaire de Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord, dans le comté de Wolfe, en celui de "Massabielle", dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 28 décembre 1958.

Québec, le 18 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49476-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 913-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 décembre 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Michel de Mistassini, dans le comté de Roberval, à celui de la municipalité scolaire du village de Mistassini, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 18 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49476-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 823-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 décembre 1958, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, les lots 338, 339 du rang V, 342 et 347 du rang III du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de St-Raymond, dans le même comté.

school municipality of Cap St-Martin, by the following: "Lots 330, 331 and the northwest half of lot 332 of the official cadaster of St-Martin, in the county of Laval."

Moreover, the following technical description of the territory annexed to the school municipality of Pont-Viau, must be added: "The southeast half of lot 332 situated on the southeast of the public road called St-Martin Range".

Quebec, December 18, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49476 Superintendent of Education.

No. 174-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated December 10, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of the parish of St-Gabriel de Brandon, county of Berthier, lot 905 of the official cadaster of St-Didace, to annex it to the school municipality of Mandeville, in the same county.

This order in council will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, December 18, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49476 Superintendent of Education.

No. 615-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1958, to change the name of the school municipality of Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord, in the county of Wolfe, to that of "Massabielle", in the same county.

This change shall take effect December 28, 1958.

Quebec, December 18, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49476 Superintendent of Education.

No. 913-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1958, to annex the present territory of the school municipality of St. Michel de Mistassini, in the county of Roberval, to that of the school municipality of the village of Mistassini, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, December 18, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49476 Superintendent of Education.

No. 823-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1958, to detach from the school municipality of the parish of St. Raymond, in the county of Portneuf, lots 338, 339, range V, 342 and 347, range III, of the official cadaster of the parish of St. Raymond, in order to annex them to the school municipality of the town of St. Raymond, in the same county.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 18 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49476-o O. J. DÉSAULNIERS.

This charge shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, December 18, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
49476 Superintendent of Education.

N° 1257-58.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité sccolaire de Preston, dans le comté de Papineau, en celui de Duhamel, dans le comté de Papineau.

Québec, le 13 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49450-51-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1257-58.

Application is made to change the name of the school municipality of Preston, in the county of Papineau, into that of Duhamel, in the county of Papineau.

Quebec, December 13, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
49450-51-2 Superintendent of Education.

N° 1218-58.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Chatham N° 1, comté d'Argenteuil, en celui de St-Philippe, comté d'Argenteuil.

Québec, le 15 décembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49455-51-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1218-58.

Application is made to change the name of the school municipality of Chatham No. 1, county of Argenteuil, into that of St-Philippe, county of Argenteuil.

Quebec, December 15, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
49455-51-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil (municipalité de ville de Jacques-Cartier), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présentes donné que le lot 3-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 décembre 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
49430-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno (municipalité de St-Bruno de Montarville), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 126, 127, 129, 130, 131, 133 et de l'ajouté du lot 492 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 décembre 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
49430-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore (municipalité de cité de Shawinigan), division d'enregistrement de Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que le lot 614-17 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 novembre 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
49430-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, (municipality of town of Jacques-Cartier), registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 3-1 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 2, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
49430-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Bruno (municipality of St-Bruno de Montarville), registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a part of lots 126, 127, 129, 130, 131, 133 has been cancelled and lot 492 has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 10, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
49430-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Ste-Flore (municipality of city of Shawinigan), registration division of Trois-Rivières.

Notice is hereby given that lot 614-17 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 27, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
49430-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, division d'enregistrement de Montréal.

—

Avis est par la présente donné que les lots 229-25 à 229-32 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er décembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49430-o

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, registration division of Montreal.

—

Notice is hereby given that lots 229-25 to 229-32 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December the 1st, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49430-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

—

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 94 du 25 janvier 1951 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. Les taux minima de salaires pour le chargement du grain sont comme suit:

a) Pour tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. un dollar et soixante-quinze cents ($1.75) l'heure pour l'année 1958 et un dollar et quatre-vingt cinq cents ($1.85) l'heure pour l'année 1959.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. deux dollars et soixante-deux cents et demi ($2.62½) l'heure pour l'année 1958 et deux dollars et soixante-dix-sept cents et demi ($2.77½) l'heure pour l'année 1959."

2° L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. Les taux minima de salaires pour le déchargement du grain des océaniques ou des vaisseaux des Grands Lacs aux élévateurs sont comme suit:

a) Pour tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. un dollar et soixante-cinq cents $1.65) l'heure pour l'année 1958 et un dollar et soixante-quinze cents ($1.75) l'heure pour l'année 1959.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. deux dollars et quarante-sept cents et demi ($2.47½) l'heure pour l'année 1958 et deux dollars et soixante-deux cents et demi ($2.62½) l'heure pour l'année 1959."

3° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. Pour le chargement et le déchargement des cargaisons dont il n'est pas fait mention spéciale, dans les vaisseaux et wagons, pour le nettoyage et le charbonnage ainsi que le montage d'appareils pour la manipulation du grain et de toutes sortes de montage:

a) Pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 7.00 p.m. un dollar et soixante-dix cents ($1.70) l'heure pour l'année 1958 et un dollar et quatre-vingt cents ($1.80) l'heure pour l'année 1959.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 8.00 a.m. deux dollars et cinquante-cinq cents ($2.55) l'heure pour l'année 1958 et deux dollars et soixante-dix cents ($2.70) l'heure pour l'année 1959."

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

"VI. Pour le chargement et le déchargement (y compris le nettoyage) de vaisseaux ou de

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby given notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Sorel, rendered obligatory by the decree number 94 of January 25, 1951 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Article III will be replaced by the following:

"III. The minimum rates of wages for the loading of grain are as follows:

a) For work performed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., one dollar and seventy-five cents ($1.75) per hour for the year 1958 and one dollar and eighty-five cents ($1.85) per hour for the year 1959.

b) For work performed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., two dollars and sixty-two cents and a half ($2.62½) per hour for the year 1958 and two dollars and seventy-seven cents and a half ($2.77½) per hour for the year 1959."

2. Article IV will be replaced by the following:

"IV. For the unloading of grain out of Great Lake or ocean vessels into the elevators, the minimum rates of wages are as follows:

a) For work performed bteween 7.00 a.m. and 7.00 p.m., one dollar and sixty-five cents ($1.65) per hour for the year 1958 and one dollars and seventy-five cents ($1.75) per hour for the year 1959.

b) For work performed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., two dollars and forty-seven cents and a half ($2.47½) per hour for the year 1958 and two dollars and sixty-two cents and a half ($2.62½) per hour for the year 1959."

3. Article V will be replaced by the following:

"V. For loading or unloading of cargoes not otherwise specified from or to vessels and/or railroad cars, cleaning and bunkering of vessels and erection of grain fitting, the minimum rates of wages shall be as follows:

a) For work performed between 8.00 a.m. and 7.00 p.m. one dollar and seventy cents ($1.70) per hour for the year 1958 and one dollar and eighty cents ($1.80) per hour for the year 1959.

b) For work performed between 7.00 p.m. and 8.00 a.m., two dollars and fifty-five cents ($2.55) per hour for the year 1958 and two dollars and seventy cents ($2.70) per hour for the year 1959."

4. Article VI will be replaced by the following:

"VI. For loading and unloading vessels and/or railroad cars and cleaning same from sulphur,

wagons de soufre, kaolin, potasse, cyanamide, bitume, superphosphate, tréphosphate et autres cargaisons du genre, le taux de salaire est comme suit:

a) Pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 7.00 p.m. un dollar et quatre-vingt-cinq cents ($1.85) l'heure pour l'année 1958 et un dollar et quatre-vingt-quinze cents ($1.95) l'heure pour l'année 1959.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 8.00 a.m. deux dollars et soixante-dix-sept cents et demi ($2.77½) l'heure pour l'année 1958 et deux dollars et quatre-vingt-douze cents et demi ($2.92½) l'heure pour l'année 1959."

5° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. Pour tout travail exécuté les dimanches et les jours de fête suivants: La St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Confédération, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception, la rémunération sera:

De minuit à 6.00 a.m., le double du taux de nuit en vigueur;

De 9.00 a.m. à 12.00 (midi); le double du taux de jour en vigueur;

De 1.00 p.m. à 6.00 p.m., le double du taux de jour en vigueur;

De 7.00 p.m. à 12.00 (minuit), le double du taux de nuit en vigueur.

Les dimanches, le jour de l'Ascension, de La Toussaint et de l'Immaculée-Conception, les débardeurs ne seront pas requis de se présenter au travail avant 9.00 a.m.

Les appels pour les heures mentionnées à l'article XII, pour le dimanche et les jours de fêtes doivent être faits avant 5.00 p.m. le jour précédent, sauf lorsque les hommes sont au travail après 5.00 p.m. le jour précédent et qu'ils reçoivent l'appel avant de quitter le travail. Les hommes appelés pour toutes heures, les dimanches et les jours de fêtes peuvent être rappelés pour une heure subséquente ce même jour. Cependant les préposés à l'amarrage peuvent être appelés an tout temps aux heures mentionnées à l'article XII.

Les heures des repas, les jours de fêtes, doivent être les mêmes que les jours ordinaires.

Les hommes requis de se présenter un des six jours ci-haut mentionnés et les dimanches et qui ne sont pas mis au travail, doivent recevoir deux (2) heures de salaire au taux en vigueur pour chaque appel. Salaire et demi sera payé le samedi de 1.00 p.m. à minuit.

Si par décret, statut ou entente entre les parties, la célébration des jours de fêtes ci-haut mentionnées est remise à un autre jour, cet autre jour sera sensé être le jour de ladite fête pour les fins du présent article.

6° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. Les employeurs désignent les contremaître et, s'ils ne sont pas satisfaits, ont le droit de les renvoyer et désigner des remplaçants. Un contremaître doit recevoir vingt ($0.20) cents de l'heure de plus que les taux minima. Un contremaître renvoyé ou démis de ses fonctions a le droit de soumettre son cas au comité."

7° L'article IX sera remplacé par le suivant:

"IX. Les préposés à l'amarrage des océaniques doivent recevoir le taux en vigueur. Il doit y avoir pour cette fonction au moins quatre (4) hommes et un (1) contremaître qui reçoivent un minimum de deux (2) heures de rémunération de 7.00 a.m. à 6.00 p.m. et pas moins de deux heures de 6.00 p.m. à 7.00 a.m. Toutefois, si ces hommes sont déjà au travail lors de l'accostage des vaisseaux, cette clause ne leur donne pas droit à deux heures de rémunération en plus du salaire régulier. Au moins huit (8) hommes et

china clay, potash, cyanamid, pitch superphosphate, trephosphate and other similar cargoes, the minimum rates of wages are as follows:

a) For work performed between 8.00 and 7.00 p.m.: one dollar and eighty-five cents ($1.85) per hour for the year 1958 and one dollar and ninety-five cents ($1.95) per hour for the year 1959.

b) For work performed between 7.00 p.m. and 8.00 a.m.: two dollars and seventy-seven cents and a half ($2.77½) per hour for the year 1958 and two dollars and ninety-two cents and a half ($2.92½) per hour for the year 1959."

5. Article VII will be replaced by the following:

"VII. For work preformed on Sundays and the following holidays: Saint Jean Baptiste Day, Labour Day, Confederation Day, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day, the remuneration shall be:

From midnight to 6.00 a.m., double the prevailing night rate:

From 9.00 a.m. to 12.00 (midday), double the prevailing day rate;

From 1.00 p.m. to 6.00 p.m., double the prevailing day rate;

From 7.00 p.m. to 12.00 (midnight), double the prevailing night rate.

One Sundays, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day, the longshoremen shall not be required to report before 9.00 a.m.

Calls for hour mentioned in article XII, for Sundays and holidays, shall be made before 5.00 p.m. the preceeding day, except when men work after 5.00 p.m. the preceeding day and are notified before leaving. Men called for any hours on Sunday and holidays may be called again for a subsequent hour that same day. However, men handling mooring lines may be called for any hours mentioned in article XII.

Meal hours on all holidays shall be the same as on ordinary working days.

Men called on any of the six days above mentioned and on Sundays and not put to work, shall receive two (2) hours' pay at the prevailing rate for each call. Time and a half shall be paid on Saturdays from 1.00 p.m. to midnight.

If the celebration of the aforesaid holidays is postponed by law or decree, or by agreement between the parties, such other day as may be fixed shall be considered as the holiday for the purposes of the present article."

6. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. Employers shall appoint foremen and, when not satisfied, shall have the right to dismiss them and appoint some one else. Foremen shall receive twenty ($0.20) cents more per hour than the minimum rates. A foreman who has been dismissed may submit his case to the Committee."

7. Article IX will be replaced by the following:

"IX. Men mooring ocean vessels shall be paid the prevailling rate. (Not less than four (4) men and a (1) foreman shall be used with a minimum of two (2) hours' pay from 7.00 a.m. to 6.00 p.m. and a similar minimum pay from 6.00 p.m. to 7.00 a.m. However, if the men are already working at the time the vessels dock this does not entitled them to the two (2) hours' pay over and above the regular wages. At least eight (8) men and one (1) foreman shall be employed when lines have to be displaced

un (1) contremaître seront employés quand les amarres doivent être déplacées le long du quai pour déplacer le navire plus que sa longueur, Dans les autres cas on emploiera quatre (4) hommes et un (1) contremaître.

8° L'article XII sera remplacé par le suivant:

"XII. *a*) Le travail peut commencer aux heures suivantes: 7.00 a.m., 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.30 p.m., et 7.00 p.m.

Les appels pour 7.00 a.m., 8.00 a.m. et 10.00 a.m. doit être donné avant 5.00 p.m. le jour précédent.

Les appels pour 1.00 et 3.30 p.m. doit être donné avant 10.00 a.m. le même jour.

L'appel pour 7.00 p.m. doit être donné avant 1.00 p.m. le même jour.

b) Ces heures d'appel ne s'appliquent pas aux hommes qui sont déjà au travail de même qu'aux préposés à l'amarrage des navires. Les hommes qui sont au travail ou qui reçoivent la rémunération minimum peuvent être appelés pour toutes heures de début ce travail.

c) Les débardeurs qui se présentent à ces heures doivent être rémunérés à compter de ce moment jusqu'à leur renvoi au taux en vigueur de même que ceux à qui on a demandé d'attendre après ces heures, jusqu'à leur renvoi. Qu'ils soient mis au travail ou renvoyés, ils doivent recevoir un minimum de deux (2) heures de rémunération au taux en vigueur pour chaque appel. Cette rémunération ne sera pas payée à ceux qui ne se présentent pas au travail. Dans les cas de mauvaise température, il appartiendra aux officiers du navire de décider s'il y a travail ou non.

d) La rémunération minimum ne sera pas payée également à 7.00 a.m. de 8.00 a.m. et 10.00 a.m. si, pour des raisons de force majeure, le travail ne peut être effectué. Les hommes qui auront été appelés pour 7.00 a.m. et qui n'auront pas été mis au travail pour une raison de force majeure pourront être rappelés pour 10.00 a.m. Dans ce dernier cas ils devront recevoir la rémunération minimum de deux (2) heures. Aucun débardeur ne peut être requis de se présenter au travail entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m.

e) Quatre (4) hommes constituent une équipe pour l'arrimage du charbon de soute. Les hommes affectés à ce travail peuvent être appelés en tout temps mais ils doivent recevoir un minimum de quatre (4) heures de rémunération à compter de l'heure pour laquelle ils sont appelés.

f) La rémunération minimum n'est pas versée quand un nombre insuffisant d'hommes se présente à l'ouvrage et aussi, quand les hommes refusent de travailler."

9° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

"XIII. *a*) Le Comité a le droit de nommer un représentant qui aura accès à tous les docks, hangars ou vaisseaux dans ou sur lesquels travaillent les hommes afin de surveiller la mise à exécution du décret.

b) Tous les contremaîtres et les hommes sont sous la direction du surintendant des compagnies ou des entrepreneurs-arrimeurs, mais les ordres aux hommes cependant doivent être donnés par l'entremise de leurs contremaîtres respectifs. Ces derniers choissent leurs hommes.

c) Tout homme qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson au travail peut être renvoyé en tout temps.

d) Les baux des écoutilles doivent être enlevés ou boulonnés lorsque les hommes travaillent dans la cale et utilisent un treuil.

e) Les compagnies ou les entrepreneurs-arrimeurs ont le droit de décider de la distribution

along the wharf to move the ship more than its length. In other cases, at least four (4) men and one (1) foreman shall be employed."

8. Article XII will be replaced by the following:

"XII. *a*) The starting times are as follows:

7.00 a.m., 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.30 p.m. and 7.00 p.m.

All calls for 7.00 a.m., 8.00 a.m. and 10.00 a.m. shall be given before 5.00 p.m. the preceding day.

All calls for 1.00 and 3.30 p.m. shall be given before 10.00 a.m. the same day.

All calls for 7.00 p.m. shall be given before 1.00 p.m. the same day.

b) The above call hours do not apply to men already at work and to those doing mooring work. Men already at work or who receive the minimum remuneration may be called for any starting time.

c) Longshoremen reporting at such times shall be paid from the time at which they report until discharged, at prevailing rates, including those who have been told to wait after such starting times. Whether put to work or not, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay, at the prevailing rate, for each call. Such remuneration shall only be paid to those who reported to work. In the event of adverse weather conditions, the ship's officers shall decide whether there shall be work or not.

d) Also, the miminum remuneration shall not be paid at 7.00 a.m., 8.00 a.m. and 10.00 a.m. when, for reasons beyond control, the work cannot be executed. Men called for 7.00 a.m. who have not been put to work for reasons beyond control may be called again for 10.00 a.m. but shall be paid a minimum of two (2) hours pay. No longshoreman shall be required to report for duty between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.

e) Four (4) men constitute a regular gang for the trimming of bunker-coal. Men employed for this class of work may be called at any time but shall receive a minimum of four (4) hours from the time for which they are called.

f) The minimum remuneration shall not be paid when an insufficient number of men report to work and, also, when men refuse to work."

9. Article XIII will be replaced by the following:

"XIII. *a*) The Committee has the right to appoint a representative who will have access to all docks, sheds or vessels where men are working in order to supervise the carrying out of the decree.

b) All foremen and men shall be under the control of Companies' Superintendents and/or Contracting Stevedores but all orders to the men shall be given through their respective foremen. Foremen shall select their men.

c) Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, may be discharged at any time.

d) Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

e) The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men

des hommes d'une équipe, de l'usage de garants accouplés, ainsi que de l'emploi de toute autre méthode sûre et pratique de chargement et déchargement.

f) Seize (16) hommes constituent une équipe régulière pour l'arrimage et la mise en sac des cargaisons de grain; neuf (9) hommes constituent une équipe régulière pour l'arrimage des cargaisons de grain lorsqu'il y a utilisation de l'arrimeur mécanique; si l'on procède au chargement du grain au moyen de conduits seulement, il y aura deux (2) hommes à employer par conduit. Il y aura un contremaître pour les hommes aux conduits pour le chargement du grain. Quand on utilisera un arrimeur mécanique, on devra employer un homme sur le quai pour prendre soin des conduits électriques. S'il y a plus qu'un arrimeur mécanique, il doit y avoir deux (2) hommes à cette fonction.

g) Treize (13) hommes et un (1) contremaître constituent une équipe régulière pour l'arrimage des cargaisons en bloc à l'exception du travail sur péniches à charbon lequel nécessite au moins huit (8) hommes et un (1) contremaître. Toutefois, lorsque le déchargement se fait au moyen des treuils d'un vaisseau avec tunnel dans la cale, il doit y avoir un surveillant de chaque côté où s'effectue le déchargement.

h) Une équipe régulière pour l'arrimage du manganèse et pour l'utilisation d'une pelle mécanique est composée de huit (8) hommes et d'un (1) contremaître.

i) Une équipe régulière pour l'arrimage du manganèze et pour l'utilisation de deux pelles mécaniques est composée de seize (16) hommes et d'un (1) contremaître.

j) On doit employer quatorze (14) hommes et un (1) contremaître sur chaque bâtiment pour le déchargement des cargaisons mentionnées à l'article VI. Ces hommes seront appelés dès qu'il sera possible de les mettre au travail. Les hommes affectés à ce travail ne seront pas divisés.

k) On doit employer un porteur d'eau pour la manipulation de toute cargaison, au taux de un dollar et soixante ($1.60) cents l'heure pour l'année 1958 et un dollar et soixante-dix ($1.70) l'heure pour l'année 1959 de 7.00 a.m. à 7.00 p.m. et de deux dollars et quarante ($2.40) l'heure de 7.00 p.m. à 7.00 a.m. pour l'année 1958 et de deux dollars et cinquante-cinq ($2.55) l'heure pour l'année 1959.

l) Si les débardeurs sont requis pour le déchargement du grain d'un vaisseau océanique ils doivent être pas moins de quatre (4) hommes en plus d'un (1) contremaître.

m) On doit employer quatre (4) hommes et un (1) contremaître sur chaque chaland transportant différents produits. Ces hommes sont appelés dès qu'il est possible de les mettre au travail.

n) L'employeur a le droit d'augmenter le nombre d'hommes d'une équipe au besoin.

o) L'employeur doit prendre les mesures possibles pour éviter les déplacements anormaux de poussières.

p) Pour le déchargement des vaisseaux de grain des lacs (barges), on paiera seulement une période de cinq (5) heures pour les petits vaisseaux, et six (6) heures pour les grands. Chaque fois qu'il y aura des séparations, on payera une (1) heure supplémentaire. On ne paiera que trois (3) heures pour le déchargement d'une barge de grain quand chaque espirateur est utilisé pour moins de vingt-cinq mille (25,000) boisseaux avec maximum de cinquante mille (50,000) boisseaux pour deux (2) aspirateurs. Ces quantités sont déterminées par la pesée. Quand on effectue le déchargement avec un aspirateur,

in the gang are to be distributed and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

f) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for trimming and bagging when loading grain cargoes; nine (9) men constitute a regular gang for the trimmings of grain cargoes when mechanical trimmer is used. When running grain only, two (2) men per pipe shall be used. There shall be one formean for the men at the pipes. When mechanical trimmer is used, there shall be on man on the wharf to look after the electrical cables. When two trimmers are used, there shall be two (2) men to look after the electrical cables.

g) Thirteen (13) men and a (1) foreman shall constitute a regular gang for the trimming of all bulk cargoes with the exception of coal barges when not less then eight (8) men and a (1) foreman shall be employed. However, when discharging by ship's winches from a hold with a tunnel, a looker-on shall be employed for each side worked.

h) Eight (8) men and a (1) foreman shall constitute a regular gang for the trimming of maganese and when using one shovel.

i) Sixteen (16) men and a (1) foreman shall constitute a regular gang for the trimming of maganese and when using two shovels.

j) Fourteen (14) men and one (1) foreman shall be employed on each vessel for the unloading of cargoes mentioned in article VI. Such men shall be called as soon as they may be put to work. Men doing that kind of work shall not be divided.

k) A water boy must be employed for the handling of any cargo, at the rate of one dollar and sixty cents ($1.60) per hour for 1958 and one dollar and seventy cents ($1.70) for 1959 for work performed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. and two dollars and forty cents ($2.40) per hour for work performed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. for 1958 and two dollars and fifty-five cents ($2.55) for 1959.

l) If longshoremen are required in discharging grain from ocean vessels, not less than four (4) men and a (1) foreman shall be employed.

m) Four (4) men and one (1) foreman shall be employed on each barge carrying various products. These men shall be called as soon as they can be put to work.

n) The employer has the right to increase the number of men in the grang as required.

o) The employer shall take necessary steps to avoid excessive raising of dust.

p) For the unloading of Great Lakes grain barges, only five (5) hours shall be paid for small vessels and six (6) hours for large vessels. When there are partitions, one (1) additional hour shall be paid. Only three (3) hours shall be paid for the unloading of a grain barge when each pipe is used for less than twenty-five thousand (25,000) bushels with a maximum of fifty thousand (50,000) bushels for two (2) pipes. These quantities are determined by weighing. When unloading is being done with one leg, there shall be twelve (12) men and one (1) foreman. When two (2) legs are used, there shall be twenty-four

on doit employer douze (12) hommes et un (1) contremaître. Quand on utilise deux (2) aspirateurs, vingt-quatre (24) hommes et un (1) contremaître. Cette clause ne s'applique pas aux navires qui, par suite de la Canalisation du St-Laurent, se rendront à Sorel. En temps opportun, les parties négocieront à ce sujet.

(24) men and one (1) foreman. This clause does not apply to shops which will be able to reach Sorel through the St. Lawrence Waterway. In proper time, the parties will negotiate in this connection.

q) Surtout lorsqu'il s'agit d'une cargaison de soufre, l'employeur s'engage à installer sur les lieux de travail une pompe à eau pour être utilisée en cas de feu; elle s'engage également à prendre toutes les mesures nécessaires pour la plus grande sécurité des travailleurs.

q) Specially in the case of sulphur cargoes, the employers agree to install on the premises a water pump to be used in case of fire; they also agree to take all necessary measures to present accidents.

r) Salaire double doit être payé sur les navires avec la cargaison en feu. Cela s'applique seulement dans les compartiments affectés par le feu, la fumée, la vapeur ou gaz. Si la cargaison dans n'importe quelle écoutille est submergée par l'eau. Salaire double doit aussi être payé pour la manipulation de cette cargaison.

r) Double time shall be paid for work on ships with cargoes on fire, but only in respect of hatches affected by fire, smike, vapour or gas. Double time shall also be pai for work in any hatches hwere cargo is submerged.

s) Pour le chargement ou le déchargement d'un navire, sans l'aide d'équipement mécanique, mais avec le teuil du navire, l'équipe minimum sera de seize (16) hommes et un (1) contremaître.

s) For the loading or unloading of a vessel without mechanical equipment but with the ship's winch, there shall be at least sixteen (16) men and one (1) foreman.

t) Pour le chargement ou le déchargement d'un navire à l'aide d'un cabrouet mécanique sur le quai et dans l'écoutille on emploiera treize (13) hommes, comprenant les opérateurs et le contremaître. Quand on chargera le centre de l'écoutille et qu'on n'utilisera pas un cabrouet mécanique, on emploiera treize (13) hommes et un (1) contremaître, avec un cabrouet mécanique sur le quai. Le nombre d'hommes employé dans une équipe au début demeurera pour faire le travail jusqu'à la fin de la période.

t) For the loading or unleoading of a vessel with towmotor on the wharf and in the hatch, thirteen (13) men shall be employed, including operators and the foreman. When the center of the hatch is loaded and the towmotor is not used, thirteen (13) men nad one (1) foreman shall be employed, with a towmotor on the warf. The number of men employed in a gang at the beginning shall remain until the expiration of the working period.

u) La charge de l'élingue ne doit en aucun cas dépasser les limites de sécurité et doit être soumise à l'inspection de l'officier du port et du Capitaine du navire.

u) The slingload shall never exceed safety limits and shall be subject to inspection by Harbour warden and the ship's captain.

v) Les hommes appelés au travail doivent se présenter à l'embarcadère à l'heure du début du travail. Ceux qui habituellement se présenteront au travail après les heures précises et quitteront avant l'heure fixée ne seront rémunérés que pour les heures effectivement travaillées.

v) Men called to work shall be at the gangway at starting time. Those who, habitually, report to work after the starting time and leave before finishing time shall only be paid for hours actually worked.

w) Les hommes ne seront pas requis de demeurer dans l'écoutille quand on utilisera un électro-aimant. Les hommes préposés aux signaux seront mis au travail au moment même où les grues mécaniques seront mises en opération.

w) Men shall not be required to ramain in the hatch when an electro-magnet is used. Hatch men shall put to work immediately the cranes are in operation.

x) Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans la présente convention devra être soumise par le représentant des débardeurs sur les quais au représentant de la Compagnie dans les trois (3) jours de sa naissance. Le représentant de la Compagnie rendra une réponse dans les six (6) jours ouvrables suivants.

x) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Employer's superintendent within three (3) days. The employer's representative shall give an answer within the following six (6) working days."

Aucun officiel des employeurs ou des débardeurs n'a le droit de faire aucun changement à l'horaire ou aux conditions de travail stipulés dans ce décret. Si quelque différend survient, lequel ne peut être réglé entre les parties, quant à l'interprétation d'une clause de cette convention, les hommes doivent continuer à travailler et tel différend sera référé au comité paritaire formé pour surveiller l'application du décret.

No officer of the employers or longshoremen has the right to make any changes in the hours or working conditions stipulated in this decree. Should any dispute arise which cannot be settled between the parties, regarding the interpretation of a clause of the agreement, men shall continue to work and such dispute shall be sumbitted to the Parity Committee formed to administer the present decree.

10° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

10° Article XIV will be replaced by the following:

"XIV. *a*) *Taux minimum des salaires et heures de travail:* Les heures de travail sont réparties comme suit: entre 8.00 a.m. et midi et 1.00 p.m. et 6.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire est comme suit:

"XIV. *a*) *Minimum wage rates and hours of work:* The hours of work are distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., during which time the rates of wages shall be as follows:

	Par heure 1958	1959
Débardeurs	$2.02	$2.12
Porteurs d'eau	2.02	2.12
Contremaîtres	2.22	2.32
Charpentiers	2.12	2.22
"Walking Bosses"	2.62	2.72
Préposés aux treuils et aux écoutilles	2.12	2.22

b) Jours chômés: Les jours suivants seront observés comme jours de fête et aucun employé ne sera requis de travailler ces jours-là (tout travail exécuté ces jours-là sera rémunéré au taux de double salaire), les dimanches, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et l'Ascension.

Les employés ne sont pas requis de se rapporter au travail avant 9.00 a.m. les dimanches, l'Immaculée-Conception, la Toussaint et l'Ascension.

Si, par décret, statut ou entente entre les parties, la célébration des jours de fêtes ci-haut mentionnées est remise à un autre jour, cet autre jour sera censé être le jour de ladite fête pour les fins du présent article.

c) Appels: Les employés requis de travailler doivent être appelés pour 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m. et 3.30 p.m. et rémunérés conformément aux taux réglementaires à compter de ces heures jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail. Qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail.

d) Temps supplémentaire: Tout travail exécuté à partir de 6.00 p.m. sera rémunéré au taux double de salaire du taux en vigueur.

e) Conditions de travail: Tout homme supplémentaire appelé durant une période de travail doit être rémunéré à compter de l'heure où l'équipe a commencé de travailler jusqu'à l'heure où ladite équipe est renvoyée ou jusqu'à la fin de la période de travail. Si les services des hommes supplémentaires ne sont pas requis pour toute la période mentionnées plus haut, ils peuvent être changés d'équipe, la rémunération ne doit pas être interrompue. Le temps compte jusqu'à ce que le débardeur revienne à terre, y compris l'heure du diner.

f) La Compagnie s'engage à améliorer les moyens de transport des hommes travaillant aux explosifs et à leur fournir un abri confortable pour prendre leur repas."

11° A l'article XVIII, les mots "31 janvier 1958" seront remplacés par les mots "31 janvier 1960."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 décembre 1958. 49431-o

	Per hour 1958	1959
Longshoremen	$2.02	$2.12
Water carriers	2.02	2.12
Foremen	2.22	2.32
Carpenters	2.12	2.22
Walking bosses	2.62	2.72
Winch operators and hatch attendants	2.12	2.22

b) Holidays: The following days shall be kept as holidays and no employee shall be required to work on such days (All time worked on holidays shall be paid double time): Sundays, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Ascension Day.

Employee shall not be required to report to work before 9.00 a.m. on Sunday, Immaculate Conception, All Saints Day and Ascension Day.

Should a decree, statute or agreement stipulate that the celebration of the holidays above mentioned is postponed to another day, this other day shall be deemed to be the holiday for the purposes of the present article.

c) Calls: Employees required to work shall be called for 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m. and 3.30 p.m. and remunerated according to the rates in force from such hours until dismissed or put to work. Whether put to work or not, the salaries shall receive a minimum remuneration equivalent at two (2) hours of work.

d) Overtime: All time worked from 6.00 p.m. shall be remunerated at the rate of double time.

e) Working conditions: All extra men called during a period of work shall be remunerated from the time at which the gang began working until such time as the gang is dismissed or until the end of the working period. Should the services of extra men not be required for the entire working period above mentioned, they may be shitfed to another gang. Remuneration shall not be interrupted. Time shall count until the longshoreman comes back ashore, including dinner time.

f) The employer agrees to improve transportation means of men handling explosives and to provide a comfortable shelter for meals."

11. Article XVIII, the words "January 31, 1958" will be replaced by the words "January 31, 1960".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its pbulication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirdays following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 13, 1958. 49431-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 1283 du 15 novembre 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1225 du 10 décembre 1958, section "I", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 24 novembre 1958 au 24 novembre 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1283 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1283 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par le comité, soit $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1283 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professsionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 5ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenté un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs

NOTICE OF LEVY

The Hnourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval county, formed under decree number 1283 of November 15, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1225 of December 10, 1958, part "I", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. *Assessments*

The period of levy extends from November 24, 1958 to November 24, 1959; the levy shall be laid as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 1283 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll, as regards employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 1283 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage determined by the Committee, namely $50.00 per week.

c) All employees governed by the said decree, number 1283 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 5th day of the month following the date of expiration of the priod for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and those of his employees. The Committee is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five (5) days' notice will be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers' and Hair-

et coiffeuses du Comité de Roberval, pour la période comprise entre le 24 novembre 1958 et le 24 novembre 1959.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DU COMTÉ DE ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 24 novembre 1958 et le 24 novembre 1959.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 309.00
Artisans	403.00
Salariés	309.00
Honoraires d'examens	10.00
Divers	40.00
	$1,071.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 120.00
Inspecteur	275.00
Frais de déplacement	247.00
Loyer du bureau	54.00
Frais légaux	40.00
Papeterie, impression, timbres, téléphones, télégrammes	70.00
Vérification des livres	60.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Frais dé délégation	200.00
	$1,071.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 décembre 1958. 49431-o

dressers' Parity Committee of Roberval county for the period between November 24, 1958 and November 24, 1959.

BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF ROBERVAL COUNTY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 24, 1958 and November 24, 1959.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 309.00
Artisans	403.00
Employees	309.00
Examination fees	10.00
Miscellaneous	40.00
	$1,071.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 120.00
Inspector	275.00
Travelling expenses	247.00
Office rent	54.00
Legal fees	40.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	70.00
Audition	60.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Representation expenses	200.00
	$1,071.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 20, 1958. 49431-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 728 du 6 juillet 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1225 du 10 décembre 1958, (Section "G"), le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1959 au 31 décembre 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 728 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire total payé à leurs salariés y compris les bonis, etc.

b) Les salariés régis par le décret numéro 728 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération totale y compris les bonis, etc.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, formed under decree number 728 of July 6, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1225 of December 10, 1958, (Part "G"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 1st, 1959, to December 31, 1959; such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No 728, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of total wages paid their employees, including bonuses, etc.

b) The employees governed by the decree No. 728, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their total remuneration, including bonuses, etc.

2. *Method of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filled in accordance with the by-laws

règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire durant les quinze (15) jours suivant la date d'expiration de la période pour lsquelle ledit rapport est exigible.

of the Committee. The professional employer shall see to it that the reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward such sums to the said Committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to have the reports sworn to when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3 Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'industrie de la Boîte de Carton Gaufré de Québec, à compter du 1er janvier 1959 jusqu'au 31 décembre 1959.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates; March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursement of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec for the period between January 1, 1959 and December 31, 1959.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON GAUFRÉ DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1959 et le 31 décembre 1959.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 6,000.00
Salariés	6,000.00
	$12,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 2,314.00
Assistant-secrétaire	1,750.00
Inspecteur	1,140.00
Sténographe	910.00
Loyer et taxes d'affaires	600.00
Téléphone, éclairage, télégrammes, incluant les appels interrurbains	196.00
Timbres-poste	60.00
Impression et papeterie	230.00
Dépenses de voyage:	
Secrétaire et inspecteur	260.00
Frais de déplacement des membres du comité	2,700.00
Fris légaux et de vérification	180.00
Fria divers	500.00
	$10,840 00
Surplus prévu	1,160.00
	$12,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 décembre 1958. 49431-o

JOINT COMMITTEE OF THE CORRUGATED PAPER BOX INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1959 and December 31, 1959.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 6,000.00
Employees	6,000.00
	$12,000.00
Expenses:	
Salaries:	
Secretary	$ 2,314.00
Ass't secretary	1,750.00
Inspector	1,140.00
Stenographer	910.00
Rent and business taxes	600.00
Telephone, lighting, telegrams, including L.D. calls	196.00
Postage	60.00
Printing and stationary	230.00
Travelling expenses:	
Secretary and inspector	260.00
Members travelling expenses	2,700.00
Audition and legal fees	180.00
General expenses	500.00
	$10,840.00
Probable surplus	1,160.00
	$12,000.00

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 20, 1958. 49431-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 988 du 2 octobre 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1225 du 10 décembre 1958, section "H", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mars 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 988 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 988 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 988 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et la salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Drummondville, established under decree number 998 of October 2, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1225 of December 10, 1958, part "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professionnal employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of gazetting of the present by-law to March 31, 1959; such levy shall apply as follows:

a) Every professional employer governed by the decree number 988, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of his payroll for the employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 988, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen of their trade.

c) Every employee governed by the said decree, number 988 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of his remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee may require sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five days' (5) notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall sumbit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, pour la période se terminant le 31 mars 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE DRUMMONDVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 31 mars 1959.

Recette:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 5,500.00
Artisans	500.00
Salariés	6,125.00
Honoraires d'examen	125.00
	$12,250.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$2,410.00
Employés de Bureau	1,710.00
Inspecteurs	1,920.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	1,180.00
Administration	1,000.00
Loyer de bureau	400.00
Frais légaux	400.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégramme	200.00
Vérification des livres	50.00
Assurance et frais de cautionnement	300.00
Frais de déplacement du président et des membres	1,520.00
Jetons de présence aux membres du comité	400.00
Taxes d'affaires et autres	200.00
Bureau d'examinateurs	500.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage, dépenses diverses et imprévus, fonds de pension	600.00
	$12,250.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 décembre 1958. 49431-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Drummondville for the period ending March 31, 1959.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF DRUMMONDVILLE

Estimate of receipts and disbursements for the period ending March 31, 1959.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 5,500.00
Artisans	500.00
Employees	6,125.00
Examination fees	125.00
	$12,250.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 2,410.00
Office employees	1,170.00
Inspectors	1,920.00
Travelling expenses:	
Inspectors	1,180.00
Administration	1,000.00
Office rent	400.00
Legal fees	400.00
Stationery, printing, postage, telephone	200.00
Audition	50.00
Insurance and fidelity bond	300.00
Travelling expenses of chairman and members	1,520.00
Members' meeting expenses	400.00
Business and other taxes	200.00
Board of examiners	500.00
Subvention to apprenticeship Commission, unforeseen expenses, pension fund	600.00
	$12,250.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 20, 1958. 49431-o

Sièges sociaux

Canada — Province de Québec
District de Montréal

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Elmichael Real Estate Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 26e jour de novembre 1956, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, où jusqu'au 22 juillet 1958, son bureau était situé à 355, rue St-Jacques, ouest, Montréal 1, l'a transporté à Suite 202, 3600, avenue Van Horne, Montréal 26, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 9e jour de décembre 1958.

(Sceau) Le Président,
49434 E. M. LAWEE.

Head Offices

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

NOTICE OF CHANGE IN THE ADDRESS OF THE HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Elmichael Real Estate Ltd.", a company incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of Province of Quebec on the 26th day of November, 1956, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, where its office was situated up to July 22nd, 1958, at 355 St. James Street West, Montreal 1, has moved it to Suite 202, 3600 Van Horne Avenue, Montreal 26, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 9th day of December, 1958.

(Seal) E. M. LAWEE,
49434-o President.

Avis vous est, par les présentes, donné que la compagnie "Crystal Panoramic Window (Quebec) Ltd.", constituée en corporation, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 7 novembre 1958 et ayant son bureau principal dans St-Hubert, district de Montréal, a établi son bureau à St-Hubert, comté de Chambly, C.P. 112, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 9ème jour de décembre 1958.

CRYSTAL PANORAMIC WINDOW (QUEBEC) LTD.
(Sceau) Le Président,
49433-o BERNARD HÉBERT.

Notice is hereby given that the company "Crystal Panoramic Window (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 7th of November, 1958, and having its head office at St. Hubert, county of Chambly, has established its office at St. Hubert, county of Chambly, P.O.B. 112, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Montreal, this 9th day of December, 1958.

CRYSTAL PANORAMIC WINDOW (QUEBEC) LTD.
(Seal) BERNARD HÉBERT,
49433-o President.

Canada — Province de Québec

District de Montreal

Avis est donné que la compagnie "Ideal Litho Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1958, et ayant son bureau principal dans la cité et le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 4760 de la rue Hochelaga dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28 octobre 1958.

Le Président,
49435-o MICHEL CÔTÉ.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Notice is given that the company "Ideal Litho Inc.", constituted as a corporation by letters patent dated the twenty-fourth day of October 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 4760 Hochelaga Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this October 28th, 1958.

MICHEL CÔTÉ,
49435 President.

Avis est donné que la compagnie "St. Denis St. Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 6 novembre, 1958, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau à 460 ouest, rue Ste-Catherine, Chambre 825, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q. ce 24ième jour de novembre, 1958.

Le Secrétaire,
49436-o SEYMOUR FINKELSTEIN.

Notice is hereby given that "St. Denis St. Realty Corporation", incorporated by letters patent pursuant to the Quebec Companies' Act on November 6, 1958, and having its head office in Montreal has established its office at Room 825, 460 St. Catherien Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q. this 24th day of November, 1958.

SEYMOUR FINKELSTEIN,
49436-o Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Rosaire Viens Ltée" constituée en corporation par lettres patentes, en date du 27 mai 1958, ayant son principal bureau en la cité de Granby, district de Bedford, a établi son bureau au N° 386 Avenue du Parc, en la cité de Granby.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son principal bureau.

Daté à Granby, ce 11 décembre, 1958.

Le Président,
49445-o ROSAIRE VIENS.

Notice is hereby given that the company "Rosaire Viens Ltée" incorporated by letters patent dated May 27, 1958, having its head office in the city of Granby, district of Bedford, has established its office at No. 386 Parc Avenue, in the city of Granby.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Granby, December 11, 1958.

ROSAIRE VIENS,
49445 President.

(P.G. 13853-58)

ST JOHNS GOLF CLUB. LIMITED

Un règlement qui change la situation du siège social de la compagnie

Il est, par les présentes, proposé et accepté à l'unanimité que le siège social de la compagnie "St Johns Golf Club Limited" soit transporté de Montréal, P.Q., où il était antérieurement situé à St-Jean P.Q.

(A.G. 13853-58)

ST JOHNS GOLG CLUB LIMITED

By-law changing the location of the Head-Office of the Company:

It is hereby proposed and unanimously resolved that the Head-Office of the company "St Johns Golf Club Limited" be transferred from Montreal, P.Q., where it was located previously, to St. Jean, P.Q.

Copie certifiée du règlement dûment adopté à une assemblée des Directeurs tenue le 15 janvier 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 16 février 1958, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
49454 JACQUES DUSSAULT.

CANADIAN AUTO TRANSMISSION INC.

Avis est donné que la compagnie "Canadian Auto Transmission Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 janvier 1958, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1105 de la rue Van Horne.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour de novembre 1958.

Le Président,
49475-o ALBERT THIVIERGE.

Certified copy of a By-law duly adopted at a meeting of Directors held January 15, 1958, and confirmed at a special general meeting of the company held February 16, 1958, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at said meeting.

JACQUES DUSSAULT,
49454 Secretary.

CANADIAN AUTO TRANSMISSION INC.

Notice is hereby given that "Canadian Auto Transmission Inc." incorporated by letters patent dated January 24th, 1958, and having its head-office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 1105 Van Horne Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 25th day of November, 1958.

ALBERT THIVIERGE,
49475-o President.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE LEMOYNE
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jacques Comtois, secrétaire-trésorier, Hôtel de-Ville, 99 rue St-Louis, Ville de LeMoyne, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 7 janvier 1959, pour l'achat de $388,500.00 d'obligations de la ville de LeMoyne, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 97 — $110,000.00, aqueduc, égouts, trottoirs et pavage; 98 — $15,000.00, système d'éclairage; 99 — $10,500.00, trottoirs, drainage, et pavage; 100 — $7,500.00, trottoirs et puisards; 102 — $13,000.00, trottoirs, drainage et pavage; 103 — $13,000.00 trottoirs, drainage et pavage; 104 — $13,000.00, trottoirs, drainage et pavage; 105 — $13,000.00, trottoirs, drainage et pavage; 106 — $4,500.00, pavage; 111 — $65,000.00, égout collecteur; 112 — $60,000.00, achat d'équipement; et 113 — $64,000.00, trottoirs, drainage et pavage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $388,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1959.....	$13,000.00
1er décembre 1960.....	13,500.00
1er décembre 1961.....	14,000.00
1er décembre 1962.....	14,500.00
1er décembre 1963.....	16,000.00
1er décembre 1964.....	16,500.00
1er décembre 1965.....	17,500.00
1er décembre 1966.....	18,000.00

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF LEMOYNE
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jacques Comtois, Secretary-Treasurer, Town Hall, 99 St. Louis St., town of LeMoyne, county of Chambly, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, January 7, 1959, for the purchase of an issue of $388,500.00 of bonds for the town of LeMoyne, county of Chambly, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities:

Loan by-laws Nos. 97 — $110,000.00, aqueduct, sewers, sidewalks and paving; 98 — $15,000.00, lighting system; 99 — $10,500.00, sidewalks, drainage and paving; 100 — $7,500.00, sidewalks and cess-pools; 102 — $13,000.00, sidewalks, drainage and paving; 103 — $13,000.00 sidewalks, drainage and paving; 104 — $13,000.00 sidewalks, drainage and paving; 105 — $13,000.00 sidewalks, drainage and paving; 106 — $4,500.00 paving; 111 — $65,000.00, sewer main; 112 — $60,000.00, purchase of equipment; and 113 — $64,000.00, sidewalks, drainage and paving.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $388,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1959.....	$13,000.00
December 1st, 1960.....	13,500.00
December 1st, 1961.....	14,000.00
December 1st, 1962.....	14,500.00
December 1st, 1963.....	16,000.00
December 1st, 1964.....	16,500.00
December 1st, 1965.....	17,500.00
December 1st, 1966.....	18,000.00

1er décembre 1967.....	20,000.00
1er décembre 1968.....	20,500.00
1er décembre 1969.....	13,500.00
1er décembre 1970.....	14,500.00
1er décembre 1971.....	15,500.00
1er décembre 1972.....	16,500.00
1er décembre 1973.....	17,000.00
1er décembre 1974.....	17,500.00
1er décembre 1975.....	19,000.00
1er décembre 1976.....	20,000.00
1er décembre 1977.....	22,000.00
1er décembre 1978.....	69,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 7 janvier 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 99 rue St-Louis, Ville de LeMoyne, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de LeMoyne, (Comté de Chambly), ce 15 décembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES COMTOIS.

Hôtel de Ville, 99, rue St-Louis,
Ville de LeMoyne, (Chambly), P.Q.
Téléphone: ORchard 1-8575. 49446-o

December 1st, 1967.....	20,000.00
December 1st, 1968.....	20,500.00
December 1st, 1969.....	13,500.00
December 1st, 1970.....	14,500.00
December 1st, 1971.....	15,500.00
December 1st, 1972.....	16,500.00
December 1st, 1973.....	17,000.00
December 1st, 1974.....	17,500.00
December 1st, 1975.....	19,000.00
December 1st, 1976.....	20,000.00
December 1st, 1977.....	22,000.00
December 1st, 1978.....	69,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year sort-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year year short-term bonds, and prior to December 1st, 1968, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, January 7, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 99 St-Louis Street, Town of LeMoyne, county of Chambly.

The council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of LeMoyne, (County of Chambly), December 15, 1958.

JACQUES COMTOIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 99 St-Louis Street,
Town of LeMoyne, (Chambly), P.Q.
Telephone: ORchard 1-8575. 49446

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Mathias de Bonneterre (Comté de Compton)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Irénée Gagnon, secrétaire-trésorier, Bonneterre, comté de Compton, jusqu'à 7h.30 du soir, jeudi, le 8 janvier 1959, pour l'achat de $55,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Mathias de Bonneterre, comté de Compton, datées du 1er

Province of Quebec

The school commissioners for the municipality of St. Mathias de Bonneterre (County of Compton)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Irenée Gagnon, Secretary-Treasurer, Bonneterre, county of Compton, until 7.30 o'clock p.m., Thursday, January 8, 1959, for the purchase of an issue of $55,000.00 bonds of the School Commissioners for the municipality of St. Mathias de Bonneterre, county of Compton, dated February 1st, 1959, and redeemable

février 1959 et remboursables par séries du 1er février 1960 au 1er février 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 octobre 1958 — construction d'une école élémentaire de trois classes avec résidence dans l'arrondissement N° 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $55,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1960	x$20,500.00
1er février 1961	x 21,500.00
1er février 1962	500.00
1er février 1963	500.00
1er février 1964	500.00
1er février 1965	500.00
1er février 1966	500.00
1er février 1967	500.00
1er février 1968	500.00
1er février 1969	500.00
1er février 1970	500.00
1er février 1971	500.00
1er février 1972	1,000.00
1er février 1973	1,000.00
1er février 1974	1,000.00
1er février 1975	1,000.00
1er février 1976	1,000.00
1er février 1977	1,000.00
1er février 1978	1,000.00
1er février 1979	1,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $44,730.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $22,365.00 chacun, en 1960 et en 1961, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sawyerville, comté de Compton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er février 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

serially from February 1st, 1960 to February 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated October 20, 1958 — Erection of an elementary school of three classes with residence, in Ward No. 2.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of reemption — $55,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
February 1st, 1960	x$20,000.00
February 1st, 1961	x 21,500.00
February 1st, 1962	500.00
February 1st, 1963	500.00
February 1st, 1964	500.00
February 1st, 1965	500.00
February 1st, 1966	500.00
February 1st, 1967	500.00
February 1st, 1968	500.00
February 1st, 1969	500.00
February 1st, 1970	500.00
February 1st, 1971	500.00
February 1st, 1972	1,000.00
February 1st, 1973	1,000.00
February 1st, 1974	1,000.00
February 1st, 1975	1,000.00
February 1st, 1976	1,000.00
February 1st, 1977	1,000.00
February 1st, 1978	1,000.00
February 1st, 1979	1,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $44,730.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $22.365.00, each in 1960 and 1961, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as to ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall included only one of the three terms. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sawyerville, county of Compton.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 8 janvier 1959, à 7 heures 30 du soir, dans le soubassement de l'église, St-Mathias de Bonneterre, comté de Compton.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Mathias de Bonneterre, (Comté de Compton), ce 15 décembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
IRENÉE GAGNON,
Bonneterre, (Compton), P.Q.
Téléphone: 603 sonnez 21,
à Sawyerville. 49448-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, January 8, 1959, at 7.30 o'clock p.m. in the basement of the Church, St. Mathias de Bonneterre, county of Compton.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Mathias de Bonneterre, (county of Compton), this December 15, 1958.

IRENÉE GAGNON,
Secretary-Treasurer.
Bonneterre, (Compton), P.Q.
Telephone: 603 Ring 21
at Sawyerville. 49448

Ventes pour taxes

Cité de Lévis

Avis public est par les présentes donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Lévis, MERCREDI, le SEPT JANVIER 1959, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des texes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente, concernant les immeubles suivants, savoir:

Les lots numéros quatre cent soixante-treize-B (473-B) et quatre cent soixante-treize-C (473-C) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, cité de Lévis, et toute cette propriété connue sous le nom d'Anse St-Laurent, en la cité de Lévis, y compris les terrains à partir de la Cime du Cap, lots de grève, lots à eau profonde, connus sous une partie du lot N° quatre cent soixante-treize (473P) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, cité de Lévis, circonstances et dépendances, à distraire la partie vendue à Sa Majesté suivant acte enregistré sous le numéro 28,699, et étant la propriété de la succession Mary Stewart, épouse de P. H. Pennington et M. Edgar Champoux, a/s de Royal Trust Co., 65, rue Ste-Anne, Québec.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an.

Donné à l'Hôtel de Ville de Lévis ce 4ème jour de décembre 1958.

Le Greffier,
49394-50-2-o PIERRE LEMIEUX, notaire.

Sales for Taxes

City of Lévis

Public notice is by these presents given that the property herebelow described shall be sold by public auction at the City Hall of Lévis, WEDNESDAY, JANUARY SEVENTH, 1959, at TEN o'clock in the forenoon, in satisfaction for the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus costs subsequently incurred, unless the same taxes, interests and costs be paid before the sale, with respect to the following immoveables, to wit:

Lots numbers four hundred and seventy-three-B (473-B) and four hundred and seventy-three-C (473-C) of the official cadaster for the Lauzon Ward, city of Lévis, and the whole of this property known under the name of Anse St-Laurent, in the city of Lévis, the lots of land comprised therein starting from the summit of the cape, beach lots, deep-water lots, known under a part of lot No. four hundred and seventy-three (473P) of the official cadaster for the Lauzon ward, city of Lévis, circumstances and dependencies, to withdraw the part sold to Her Majesty according to registered deed under number 28,699, and being the property of the estate of Mary Stewart, wife of P. H. Pennington and Mr. Edgar Champoux, c/o the Royal Trust Co., 65 Ste-Anne Street, Quebec.

The said sale shall, moreover, be made with all the servitudes active and passive, apparent and unapparent attached to the said immoveables.

Conditions of sale: cash or accepted cheque.

Immoveables subject to right of withdrawal for one year.

Given at the City Hall of Lévis this 4th day of December, 1958.

PIERRE LEMIEUX, notary,
49394-50-3 City Clerk.

Province de Québec

District de Lac St-Jean

Commission scolaire de la ville d'Alma

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du cinq décembre 1958, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dûs à la commissions scolaire de la ville d'Alma, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits

Province of Quebec

District of Lake St. John

School commission of the town of Alma

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by a decision dated the fifth day of December 1958, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinder described in payment of tax arrears owing to the School Commission of the town of Alma, with interest and costs, and that consequently the said immoveables shall be sold

immeubles seront vendus par encan public, dans la salle de l'hôtel-de-ville d'Alma, lieu ordinaire des sessions du conseil, le HUIT JANVIER 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1958 auront été payées avant le moment de la vente.

1.— Lucien Côté, 68 rue Sauvé.— Le lot 3-B-12, rang 1 de l'Ile d'Alma, canton Delisle, cadastre officiel de la ville d'Alma, sauf à distraire les droits de Saguenay Power et autres compagnies, suivant contrats dûment enregistrés.

2.— Léonce Beaulieu, 204 rue Scott.— Les lots 13-A-151, 12-102 et 12-103, rang 9, canton Signai, au cadastre officiel de la ville d'Alma.

Ces lots ou parties de lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Alma, ce neuvième jour de décembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier.
49404-50-2-o GEO-HENRI FORTIN.

by public auction, in the hall of the Court House of Alma, where the council usually holds its sittings, the EIGHTH day of JANUARY 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immoveables on which all school taxes due on or about June 30, 1958 shall have been paid prior to the sale.

1.— Lucien Côté, 68 Sauvé Street.— Lot 3-B-12, range 1 of Alma Island, township of Delisle, official cadaster of the town of Alma, save and except the rights granted the Saguenay Power and other companies, according to duly registered contracts.

2.— Léonce Beaulieu, 204 Scott Street.— Lots 13-A-151, 12-102 and 12-103, range 9, township of Signai, of the official cadaster of the town of Alma.

These lots or parts thereof shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, including all servitudes both active and passive, apparent and unapparent attaching thereto.

The purchasing price of each of said immoveables shall be payable immediately.

The sale shall moreover subject to a right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Act.

Given at Alma, this ninth day of December, 1958.

GEO-HENRI FORTIN,
49404-50-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE CHAMBLY
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la ville de Chambly, JEUDI, le (19) DIX-NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil neuf cent cinquante-neuf (1959), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens, ne soient payés avant la vente.

La commission Municipal de Québec, par décision en date du 11 décembre 1958, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 tel qu'amendé par 24 George V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec

TOWN OF CHAMBLY
County of Chambly

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the town of Chambly on THURSDAY, the (19th) NINETEENTH day of FEBRUARY nineteen hundred and fifty nine (1959) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated December 11th 1958, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chagter 33, section 3.

Nom des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
J. O. Cartier	26	359
J. O. Cartier	26	360
Conrad Dulude	26	173
Ronald Nicolas	26	123
Ronald Nicolas	26	124
Frank Straub	26	18
Frank Straub	26	19
Frank Straub	26	20
Dame Jennie I. Dudley, vve de-widow of Charles Wilkins	26	193

Tout le lot sauf et à distraire la partie vendue au Gouvernement de la Province de Québec en vertu de l'acte enregistré à Longueuil, sous le N° 79109.

The whole lot excepte and to distract the part which was sold to the Gouvernement of the Province of Quebec, under the Act No. 79109 registered at Longueuil, P.Q.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre du village du Bassin de Chambly et situés dans les limites de la ville de Chambly.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the village du Bassin of Chambly, and situated in the town of Chambly.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées audits immeubles.

Donné en la ville de Chambly, ce (12) douzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante huit (1958).

(Sceau) Le Secretaire-trésorier,
49442-51-2-o JEAN-PAUL VIAU, C.A.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Town of Chambly, this (12th) twelth day of the month of December, nineteen hundred and fifty-eight (1958).

(Seal) JEAN-PAUL VIAU, C.A.,
49442-51-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec
VILLE DE MATANE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J. E. Dionne, secrétaire-trésorier de la ville de Matane, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville à l'Hôtel de Ville en la ville de Matane, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER mil neuf cent cinquante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec
TOWN OF MATANE

Public notice is hereby given by the undersigned, J. E. Dionne, Secretary-Treasurer of the town of Matane, that the property hereinder designated will be sold by public auction in the Council-room of the municipal council of the town mentioned hereinabove, at the Court House in the town of Matane, MONDAY, the NINETEENTH day of the month of JANUARY, one thousand nine hundred and fifty-nine, at TEN o'clock in the forenoon; in payment of municipal and school taxes, with interest, plus the costs subsequently incurred, unless that said taxes, interest and expenses shall have been paid prior to the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Cadastre Cadaster	Subdivision Subdivision
Georges Simard.....	191	117

L'immeuble susdit apparaît au plan et livre de renvoi du cadastre officiel revisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane comprise dans les limites de la ville de Matane.

Donné à Matane, ce quinzième jour du mois de décembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
49465-51-2-o J. E. DIONNE.

The above immoveable appears on the revised official plan and book of reference for that part of the parish of St. Jérôme de Matane included within the limits of the town of Matane.

Given at Matane, this fifteenth day of the month of December, 1958.

J. E. DIONNE,
49465-51-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Québec

St-Joseph de Beauce, N° 93,079. à savoir: J. A. LAMONTAGNE, marchand d'automobiles, 2390, 1ère Avenue, Québec, contre MARCEL COUTURE, alias JEAN-GUY MATHURIN, domicilié à 443, rue Champfleury, Québec et MM. J. ARTHUR OUELLET et JOSEPH A. LACASSE, en leur qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Dorchester avec bureau d'affaires à Ste-Hénédine, P.Q., mis en cause, à savoir; Un emplacement à St-Odilon, détaché du lot numéro deux cent soixante-dix-sept (P.-277) du cadastre pour le canton Cranbourne, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent quarante pieds, borné en front au chemin public, au sud-ouest à Josaphat Tardif, au nord-ouest à Désiré Drouin, et au nord-est à Lewis Hinds, avec bâtisse.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Quebec

St-Joseph de Beauce, No. 93,079. to wit: J. A. LAMONTAGNE, automobile merchant, 2390, 1st Avenue, Quebec, against MARCEL COUTURE, alias JEAN-GUY MATHURIN, domiciled at 443 Champfleury Street, Quebec and Messrs. J. ARTHUR OUELLET and JOSEPH A. LACASSE, in their quality of registrars for the registry division of Dorchester with business office at Ste-Hénédine, P.Q., mis en cause, to wit: An emplacement at St. Odilon, detached from lot number two hundred and seventy-seven (Pt. 277) of the official cadaster for the township of Cranbourne, measuring fifty feet in width along a depth of one hundred and forty feet, bounded in front by the public road, on the southwest by Josaphat Tardif, on the northwest by Désiré Drouin, and on the northeast by Lewis Hinds, with building.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Odilon, comté de Dorchester, le NEUVIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce,
3 décembre 1958. 49381-49-2-o
[Première insertion: 6 décembre 1958.]
[Seconde insertion: 20 décembre 1958.]

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Odilon, county of Dorchester, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce,
December 3, 1958. 49381-49-2
[First insertion: December 6, 1958.]
[Second insertion: December 20, 1958.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, N° 8967. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeurs vs WELLIE DAOUST, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

A savoir: "Le lot numéro cent cinquante-quatre de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-onze (N° 91-154), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste. Cécile, mesurant cinquante pieds de largeur, par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

2° "Un certain terrain faisant partie du lot numéro cent soixante-et-neuf de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-onze (Pte N° 91-169), des mêmes plan et livres de renvoi officiels, contenant ladite partie, cinquante pieds de largeur, par huit pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par le lot ci-dessus mentionné, à l'arrière et des deux côtés par le résidu du lot N° 91-169.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice à Salaberry de Valleyfield, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Ce 6ième de décembre 1958. 49456-51-2-o
[Première insertion: le 20 décembre 1958]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 8967. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD, a body politic and incorporated, having its head office in the city of Salaberry de Valleyfiled, district of Beauharnois, plaintiffs, vs WELLIE DAOUST, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "Lot number one hundred and fifty-four of the subdivision of lot number ninety-one (No. 91-154), on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Cécile, measuring fifty feet in width, by ninety-two feet in depth, english measure, more or less:

2. "A certain lot of land forming part of lot number one hundred and sixty-nine of the subdivision of lot number ninety-one (Pt. No. 91-169), on the same official plan and book of reference, the said part containing fifty feet in width by eight feet in depth, english measure, bounded in front by lot hereinabove mentioned, in rear and on both sides by the residue of lot No. 91-169.

To be sold at the Sheriff's office at the Court House of Salaberry de Valleyfield THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
this 6th day of December, 1958. 49456-51-2
[First insertion: December 29, 1958]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 23,908. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Quebec, demandeur; vs CHARLES et CHARLES-EUGÈNE LAROUCHE, de Larouche, comté de Chicoutimi, défendeurs.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq (Nos. 54 et 55) du cadastre officiel pour le troisième rang de la Décharge, canton Kénogami, dans le comté de Chicoutimi, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

a) Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné comme formant partie du lot numéro cinquante-six (ptie N° 56) pour le troisième rang (rg. III) de la Décharge, canton Kénogami, mesurant environ cent soixante pieds (160′) de largeur de l'est à l'ouest, sur environ cent quatre-vingts pieds (180′) de longueur, du nord au sud, et est borné vers le nord par un chemin privé, vers l'est par le lot numéro cinquante-cinq (55) des rang et canton susdits, vers l'ouest et vers le sud par le résidu dudit lot dont il forme partie;

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 23,908. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff vs CHARLES and CHARLES-EUGÈNE LAROUCHE, of Larouche, county of Chicoutimi, defendants.

The lots of land known and designated under numbers fifty-four and fifty-five (Nos. 54 and 55) of the official cadaster for range three of the Décharge, township of Kenogami, in the county of Chicoumiti, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

a) A plot of land or emplacement known and designated as forming part of lot number fifty-six (pt. No. 56) range three (rge III) of the Décharge, township of Kenogami, measuring some one hundred and sixty feet (160′) in width from east to west, by some one hundred and eighty feet (180′) in length, from north to south, and bounded northerly by a provate road, easterly by lot number fifty-five (55) of the above range and township, westerly and southerly by the residue of said lot forming part thereof;

b) Un autre lopin de terre ou emplacement connu et désigné comme formant partie du lot numéro cinquante-six (ptie N° 56) pour le troisième rang (rg. III) de la Décharge, canton Kénogami, mesurant environ vingt pieds (20′) de largeur du sud au nord, sur environ trente pieds (30′) de longueur de l'est à l'ouest, et est borné vers le sud par un chemin privé, vers l'est par le lot numéro cinquante-cinq (55) des rang et canton susdits, vers le nord et vers l'ouest par le résidu dudit lot dont il forme partie; avec remise à voitures dessus construites.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard de Magella de Larouche, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JANVIER 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi,
le 13 décembre 1958. 49457-51-2-o

b) Another plot of land or emplacement known and designated as forming part of lot number fifty-six (pt. No. 56) range three (rge III) of the Décharge, township of Kenogami, measuring some twenty feet (20′) in width from south to north, by some thirty feet (30′) in length from east to west, and bounded southerly by a private road, easterly by lot number fifty-five (55) of the abovementioned range and township, northerly and westerly by the residue af said lot forming part thereof; with coach-house thereon erected.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Gérard de Magella de Larouche, THURSDAY the TWENTY-SECOND day of the month of JANUARY 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi,
December 13, 1958. 49457-51-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4,508. { PAUL-MARIE FOURNIER, Rivière Madeleine, hôtelier, district de Gaspé, demandeur; vs FRANK LEVESQUE, 2221, rue Wurtele, cité de Montréal, P. Q., défendeur.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

1° Une parcelle de terrain faisant partie du lot N° deux (2) au cadastre officiel de la Seigneurie de Rivière Madeleine, avec bâtisses dessus construites, circonstances de dependances, ladite parcelle mesurant environ un acre en superficie, bornée au nord par le fleuve St-Laurent, à l'est par Raymond Caron (partie du lot N° 2) au sud par la route nationale, et à l'ouest par Loyola Lévesque (partie du lot N° 2).

2° Une autre parcelle de terrain faisant partie du lot numéro un (1) au cadastre officiel de la Seigneurie de Rivière Madeleine, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mesurant environ 20 acres en superficie, ladite parcelle bornée au nord à Paul-Marie Fournier (partie du lot N° 1), à l'est à Jean Caron (partie N° 2), au sud à Paul-Marie Fournier (partie du lot N° 1), et à l'ouest à la Fabrique Ste-Madeleine (partie du lot N° 1).

Pour être vendues à la porte de l'église de Madeleine, LUNDI, le CINQUIÈME jour de JANVIER, 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
le 24 novembre, 1958. 49275-48-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No. 4,508. { PAUL-MARIE FOURNIER, Madeleine River, hotel-keeper, district of Gaspé, plaintiff; vs FRANK LEVESQUE, 2221, Wurtele Street, city of Montreal, P. Q., defendant.

The properties to be sold are the following:

1. A parcel of land forming part of lot No. two (2) of the official cadaster of the Seigniory of the Madeleine River, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the sait parcel of land measuring about one acre in area, bounded northerly by the River St. Lawrence, easterly by Raymond Caron (part of lot No. 2), southerly by the National Highway, and westerly by Loyola Lévesque (part of lot No. 2).

2. Another parcel of land forming part of lot number one (1) of the official cadaster of the Seigniory of the Madeleine River, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, measuring some 20 acres in area, the said parcel of land bounded northerly by Paul-Marie Fournier (part of lot No. 1), easterly by Jean Caron (part No. 2), southerly by Paul-Marie Fournier (part of lot No. 1), and westerly by the Fabrique Ste-Madeleine (part of lot No. 1).

To be sold at the door of the Madeleine Church, MONDAY, the FIFTH day of JANUARY 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
November 24, 1958. 49275-48-2

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour de Magistrat, Ste-Anne-des-Monts, Comté de Gaspé. N° 5558. { LORENZO MARCHAND, St-Georges de Malbaie, comté et district de Gaspé, P.Q., demandeur vs DAVID DEA, journalier de Préval comté et district de Gaspé, P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain lopin de terre sis et situé à St-Georges de Malbaie, comté de Gaspé, Province de Québec, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de St-Pierre de Malbaie comme partie du lot numéro 7-D, du premier rang Belle Anse dans ledit canton, borné au nord, sud, est et ouest par Dolin Fournier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.".

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Magistrate's Court, Ste. Anne des Monts, County of Gaspé, No. 5558. { LORENZO MARCHAND, St. Georges de Malbaie, county and district of Gaspé, P.Q., plaintiff vs DAVID DEA, journeyman of Prével, county and district of Gaspé, P.Q., defendant.

The property to be sold is the following:

"A certain plot of land lying and situate in St. Georges de Malbaie, county of Gaspé, province of Quebec, better known and designated on the official plan and book of reference of the township of St. Pierre de Malbaie as part of lot number 7-D, range one, Belle Anse, in the said township, bounded northerly, southerly, easterly and westerly, by Dolin Fournier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Georges de Malbaie, MARDI, le VINGTIÈME jour de JANVIER, 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 15 décembre 1958. 49466-51-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, Gaspé, N° 5,002. ALPHONSE OUELLET, village de Gaspé, comté et district de Gaspé, P. Q., demandeur; vs JAMES BOURGET, de Prével, comté et district de Gaspé, P. Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain lopin de terre sis et situé à Prével, comté de Gaspé, province de Québec, mieux connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels, canton de Malbaie, comme partie du lot N° 9-C du premier rang Belle-Anse, mesurant un arpent de largeur et 22 arpents de profondeur, borné au nord par la propriété de Charles Bourget, au sud par la propriété de Rémi Bourget, à l'est par le chemin public, et à l'ouest par les terres du 2ième rang, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Georges de Malbaie, MARDI, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. J. F. MEAGHER.
Percé, le 15 décembre 1958. 49467-51-2-o

To be sold at the door of the church of St. Georges de Malbaie, TUESDAY the TWENTIETH day of JANUARY 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, December 15, 1958. 49466-51-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, Gaspé, No. 5,002. ALPHONSE OUELLET, village of Gaspé, county and district of Gaspé, P. Q., plaintiff vs JAMES BOURGET, of Prével, county and district of Gaspé, P.Q., defendant.

The property to be sold is the following:

"A certain plot of land lying and situate in Prével, county of Gaspé, Province of Quebec, better known and designated on the official plan and book of reference of the township of Malbaie, as part of lot No. 9-C of range one, Belle Anse, measuring one arpent in width and 22 arpents in depth, bounded northerly by the property of Charles Bourget, southerly by the property of Rémi Bourget, easterly by the public highway, and westerly by the farms of range two, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St. Georges de Malbaie, TUESDAY, the TWENTIETH day of JANUARY 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, December 15, 1958. 49467-51-2

RICHELIEU

Fieri Fdcias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, N° 14,290. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES & DE LOGEMENT, demanderesse; vs MARCEL PERRAS, défendeur et Me ROBERT VERONNEAU, notaire, curateur au délaissement.

Un terrain situé en la paroisse de St-Joseph-de-Sorel, aujour'hui ville de Tracy, connu et décrit au cadastre dé la paroisse de St-Pierre-de-Sorel sous les numéros trente-trois de la subdivision du lot trente-sept, et vingt-neuf de la subdivision du lot trente-neuf (Nos 37-33 & 39-29), avec la maison dessus érigée, telle que vue et visitée, circonstances et dépendances,— maison portant le numéro civique 4812 de l'avenue Lévis (24ème), en la ville de Tracy.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, selon jugement à cet effet, MERCREDI le TRENTE ET UN (31) DÉCEMBRE 1958, à DIX (10) heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 25 novembre 1958. 49276-48-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 14,290. THE MORTGAGE & HOUSING CORP. plaintiff; vs MARCEL PERRAS, defendant, and Me ROBERT VERONNEAU, notary, curator to the surrender.

A lot of land situated in the parish of St-Joseph-de-Sorel, today the town of Tracy, known and described on the cadaster of the parish of St-Pierre-de-Sorel under the numbers thirty-three of the subdivision of lot thirty-seven and twenty-nine of the subdivision of lot thirty-nine (Nos. 37-33 & 39-29), with the house thereon erected, as seen and visited, circumstances and dependencies,— house beearing civic number 4812 of Levis Avenue (24th), on the town of Tracy.

To be sold at my office, in the city of Sorel, according to judgment to this effect, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST (31) day of DECEMBER, 1958, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, November 25, 1958. 49276-48-2

SAINT-FRANÇOIS

Fierie Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 14,184. DAME JULIETTE LAVOIE, infirmière de la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, veuve de J.-Émile Côté, demanderesse; vs RAYMONDE CÔTÉ, de la ville de Victoriaville, dans le district d'Artha-

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 14,184. DAME JULIETTE LAVOIE, nurse, of the city of Sherbrooke, in the district of St. Francis, widow of J.-Émile Côté, plaintiff; vs RAYMONDE CÔTÉ, of the town of Victoriaville, in the district of Arthabaska,

baska, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Roy, électricien, aussi de la ville de Victoriaville, dans le district d'Arthabaska, et ledit JEAN ROY, pour autoriser et assister son épouse à ester en justice aux fins des présentes, et GUY CÔTÉ, des cité et district de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs:

"Un emplacement sis à Disraéli, connu comme faisant partie du numéro cinquante-six (P. 56) du village de Disraéli, au cadastre officiel du canton de Garthby, mesurant cinquante-deux pieds de largeur, plus ou moins, sur toute la profondeur dudit lot, borné en front par la deuxième Avenue, du côté nord-ouest par le lot cinquante-quatre, du côté sud-est par le reste dudit numéro cinquante-six, et en arrière par la rue Circulaire, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances — avec droit de passage dans un chemin mitoyen de seize pieds de largeur, dont huit pieds de largeur sur le susdit terrain et dont huit pieds de largeur sur la partie du lot cinquante-six sise au sud-est,— sujet à l'usufruit et jouissance crée en faveur de Dame Juliette Lavoie, en vertu de son contrat de mariage enregistré en la division d'enregistrement du comté de Wolfe, sous le No. 59,294."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Luce de Disraéli, MARDI, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
JOS. LABRECQUE.

Bureau du Shérif, Sherbrooke,
Ce 24 novembre 1958. 49278-48-2-o
[Première insertion: le 29 novembre 1958]

wife contractually separate as to property of Jean Roy, electrician, also of the town of Victoriaville, in the district of Arthabaska, and the said JEAN ROY, to authorize and assist his wife to ester en justice to these presents, and GUY CÔTÉ, of the city and district of Montreal, defendants.

As belonging to the said defendants:

"A piece of ground situate at Disraéli, known as being part of number fifty-six (P. 56) of the village of Disraéli, upon the official cadastre of the township of Garthby, measuring fifty-two feet in width, more or less, on all the depth of said lot, bounded in front by the second Avenue, on the north-west side by the lot fifty-four, on the south-east side by the residue of said number fifty-six, and to the rear by Circulaire street, with buildings thereon erected, circumstances and dependences — with right of way in a common road of sixteen feet in width, whereof eight feet in width on the aforesaid piece of ground and eight feet in width on the part of lot fifty-six situate to the south-east,— subject to the usufruct and use created in favour of Dame Juliette Lavoie, by virtue of her marriage contract registered in the registry division of the county of Wolfe under number 59,294."

To be sold at the door of the parochial church of Sainte-Luce de Disraéli, TUESDAY, the THIRTIETH day of DECEMBER, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff.

Sheriff's office, Sherbrooke,
This 24th of November 1958. 49278-48-2-o
[First insertion, the 29th of November 1958]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 420733. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée,

ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs LES ENTREPRISES CANDIAC LTÉE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

AVIS DE VENTE

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne, connue et désignée sous le numéro vingt et un (D) (21-D) dans le deuxième rang du canton Abercrombie, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hippolyte, mesurant sept chaînes et vingt-cinq mailles de largeur sur soixante-dix chaînes de profondeur, formant en superficie cinquante acres et sept chaînes, avec maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Moins et à distraire toutefois dudit lot N° 21-D la partie vendue à Sa Majesté le Roi, pour le ministère de la Voirie, par acte reçu par le notaire soussigné, le 8 avril 1949, enregistré sous le N° 163323, pour la construction de la route dite des Hauteurs.

2° Un morceau de terre de forme irrégulière situé sur le côté est de la route des Hauteurs ou route conduisant de Saint-Jérôme à Saint-Hippolyte, en ladite paroisse de Saint-Hippolyte, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-trois "D" (p. 23-D), dans le deuxième rang du canton Abercrombie, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hippolyte, mesurant environ deux cent cinquante

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 420733. { CANADIAN NATIONAL BANK, corporation legally constituted, having its

head office in the city and district of Montreal, plaintiff, vs LES ENTREPRISES CANDIAC LTÉE, corporation legally constituted, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

NOTICE OF SALE

1. A farm situated in the parish of Saint Hippolyte, county of Terrebonne, known and designated under number twenty-one (D) (21-D) in range two of the township of Abercrombie, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hippolyte, measuring seven chains and twenty-five links in width by seventy chains in depth, forming an area of fifty acres and seven chains, with house, barn and other buildings thereon erected.

Save and except however, that part of said lot No. 21-D sold to His Majesty the King for the Department of Roads, by deed passed before the undersigned notary, April 8, 1949, registered under No. 163323, for the building of a road called "des Hauteurs".

2. A piece of land of irregular shape situated on the easterly side of the road of des Hauteurs or the road leading from St. Jérôme to St. Hippolyte, and the said parish of Saint Hippolyte, forming part of lot known and designated under number twenty-three "D" (P. 23-D), in range two of the township of Abercrombie, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hippolyte, measuring some two hundred and

pieds (250′) de largeur le long de la route conduisant de Saint-Jérôme à Saint-Hippolyte, sur environ deux cent cinquante pieds (250′) de profondeur dans sa plus grande profondeur, le plus ou le moins étant au profit ou à la perte de l'acquéreur, avec un garage de soixante-cinq pieds par soixante pieds dessus érigé.

Cedit morceau de terrain présentement décrit étant borné en front, vers l'ouest, par le chemin public des Hauteurs ou route conduisant de Saint-Jérôme, à Saint-Hippolyte, et de tous les autres côtés par les eaux d'un lac artificiel aménagé par Aimé Maillé sur ledit lot N° 23-D;"

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER 1959, (28 janvier 1959), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
Saint-Jérôme, 9 décembre 1958. 49458-51-2-o

fifty feet (250′) in width along the road leading from Saint Jérôme to Saint Hippolyte, by some two hundred and fifty feet (250′) deep at its greatest depth, the more or less being to the profit or loss of the purchaser, with a barn of sixty-five feet by sixty feet thereon erected.

The said piece of land presently described being bounded in front, westerly, by the public road des Hauteurs or road leading from Saint Jérôme to Saint Hippolyte, and on all the other sides by the waters of an artificial lake built by Aimé Maillé on said lot No. 23-D;"

To be sold at the door of the Catholic Church of Saint Hippolyte, county of Terrebonne, WEDNESDAY the TWENTY-EIGHTH day of JANUARY 1959 (January 28, 1959), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jérôme, December 9, 1958. 49458-51-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 51

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

St-Onge vs Thibodeau-Côté..... 4487

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1211-F — Loi des Établissements industriels et commerciaux (Modification)..... 4489
1225-B — Construction, région St-Hyacinthe..... 4487
1225-C — Fabrication des produits de métal en feuilles, Ile de Montréal.... 4488
1225-D — Horlogers et bijoutiers, comtés de Drummond *et al*..... 4488
1225-F — Construction, comté de Drummond *et al*..... 4489

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 4453

AVIS DIVERS:

Brensan Fabrics Corporation (Dist. de l'actif)..... 4490
Club Automobile Québec — Quebec Automobile Club (Règlement)..... 4490
La Caisse Populaire de Desbiens (Nom changé)..... 4491
La Corporation des Psychologues de la Province de Québec — The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec (Règlements)..... 4491
Mille-Ile Community Hael Corporation (Règlements)..... 4491
Poste de Mirage Coopératif de Ste-Ursule (Formation)..... 4491
Syndicat Coopératif des Producteurs de Fèves du comté de Lotbinière (Fondation)..... 4490
The Association of Employees of S. Coorsh & Sons Ltd (Formation).... 4491

CHARTES — ABANDON DE:

Engelhard Industries (Quebec) Limited. 4492
Hudson Investment Ltd..... 4492
Krumpex Inc..... 4492
Montrose Trading Company Limited.. 4492
Motel Ste-Adèle Inc..... 4492

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

St-Onge vs Thibodeau-Côté..... 4487

ORDERS IN COUNCIL:

1211-F — Industrial and commercial Establishments Act (Amendment).. 4489
1225-B — Construction, region St-Hyacinthe..... 4487
1225-C — Sheet metal products fabricating, Island of Montreal 4488
1225-D — Clockmakers and jewellers, counties of Drummond *et al*..... 4488
1225-F — Construction, counties of Drummond *et al*..... 4489

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 4453

MISCELLANEOUS NOTICES:

Brensan Fabrics Corporation (dist. of assets)..... 4490
Club Automobile Québec — Quebec Automobile Club (By-law)..... 4490
La Caisse Populaire de Desbiens (Name changed)..... 4491
La Corporation des Psychologues de la Province de Québec — The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec (By-laws)..... 4491
Mille-Iles Community Hael Corporation (By-laws)..... 4491
Poste de Mirage Coopératif de Ste-Ursule (Formation)..... 4491
Syndicat Coopératif des Producteurs de Fèves du comté de Lotbinière (Foundation)..... 4490
The Association of Employees of S. Coorsh & Sons Ltd (Formation).... 4491

CHARTERS — SURRENDER OF:

Engelhard Industries (Quebec) Limited. 4492
Hudson Investment Ltd..... 4492
Krumpex Inc..... 4492
Montrose Trading Company Limited.. 4492
Motel Ste-Adèle Inc..... 4492

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

St-Antoine-de-Longueuil, paroisse..... 4495
St-Bruno, paroisse..... 4495
Ste-Flore, paroisse..... 4495
Ste-Geneviève, paroisse..... 4496

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, comté de Roberval (Prélèvement)..... 4502
Boîte de carton gaufré de Québec (Prélèvement)..... 4503
Construction de Drummondville (Prélèvement)..... 4505
Débardeurs du port de Sorel (Modification)..... 4496

LETTRES PATENTES:

Airlie Development Corporation..... 4454
Artic Anglers Inc..... 4455
Arnold's Men's & Ladies Wear Inc..... 4455
Belvedere Motel Inc.— Motel Belvedère Inc..... 4455
Boivin & Fils Inc..... 4456
Cook Furniture Inc..... 4456
Covenant Investment Corporation..... 4456
Craftbilt Construction Ltd..... 4457
Damas Investment Corp..... 4457
Denver Construction Ltd..... 4457
Elaine Investment Corp..... 4458
Entreprise Primo Inc..... 4458
Entreprises Chenco Inc..... 4458
Fern Realty Co. Ltd..... 4459
Ferronnerie Hauterive Inc..... 4459
Garage Adrien Desnoyers Limitée..... 4459
Garshelad Corp..... 4460
Genesee Mills Ltée..... 4460
Half-Price House Ltd.— Maison à moitié Prix Ltée..... 4460
Ja-Peda Corporation Ltd..... 4461
Jean Duchesneau Inc..... 4461
Kroler Construction Co. Ltd..... 4461
La Chambre de Commerce des Jeunes de Sept-Iles Incorporée..... 4462
L'Amicale de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère Inc..... 4462
Laperrière Realties Inc..... 4462
Larry Smith Inc..... 4463
L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai..... 4463
Le Centre Récréatif de la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, Lévis Inc..... 4464
Les Immeubles Ro.-Mi. Inc..... 4464
Les Studios Marko Inc.— Marko Studios Inc..... 4464
Leon M. Adler Inc..... 4465
Maclan Realties Inc..... 4465
Mac Sobel Ltd..... 4465
Mar-Ed Corp..... 4466
McClure-Gudewill Limited..... 4466
Morin Heights Express Co. Ltd..... 4466
Morin & Martin Inc..... 4467
National Wiper Textiles Ltd..... 4467
O'Sullivan Lodge Inc..... 4467
Profile Development Inc..... 4468
Progress General Supply Co..... 4468
Rudell Holdings Inc..... 4468
S. & B. Holdings Ltd..... 4469
S. F. A. Ltée..... 4469
Société de Culture des Terres Noires Ltée..... 4469
St. Denis St. Realty Corporation..... 4470
St. Martin Land Investment Corp..... 4470

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Antoine-de-Longueuil, parish..... 4495
St-Bruno, parish..... 4495
Ste-Flore, parish..... 4495
Ste-Geneviève, parish..... 4496

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers, county of Roberval (Levy)..... 4502
Corrugated paper box of Quebec (Levy). 4503
Construction de Drummondville (Levy) 4505
Longshoremen of the harbour of Sorel (Amendment)..... 4496

LETTERS PATENT:

Airlie Development Corporation..... 4454
Artic Anglers Inc..... 4455
Arnold's Men's & Ladies Wear Inc..... 4455
Belvedere Motel Inc.— Motel Belvedère Inc..... 4455
Boivin & Fils Inc..... 4456
Cook Furniture Inc..... 4456
Covenant Investment Corporation..... 4456
Craftbilt Construction Ltd..... 4457
Damas Investment Corp..... 4457
Denver Construction Ltd..... 4457
Elaine Investment Corp..... 4458
Entreprise Primo Inc..... 4458
Entreprises Chenco Inc..... 4458
Fern Realty Co. Ltd..... 4459
Ferronnerie Hauterive Inc..... 4459
Garage Adrien Desnoyers Limitée..... 4459
Garshelad Corp..... 4460
Genesee Mills Ltée..... 4460
Half-Price House Ltd.— Maison à moitié Prix Ltée..... 4460
Ja-Peda Corporation Ltd..... 4461
Jean Duchesneau Inc..... 4461
Kroler Construction Co. Ltd..... 4461
La Chambre de Commerce des Jeunes de Sept-Iles Incorporée..... 4462
L'Amicale de l'École Supérieure du Sacré-Cœur de Grand'Mère Inc..... 4462
Laperrière Realties Inc..... 4462
Larry Smith Inc..... 4463
L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai..... 4463
Le Centre Récréatif de la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, Lévis Inc..... 4464
Les Immeubles Ro.-Mi. Inc..... 4464
Les Studios Marko Inc.— Marko Studios Inc..... 4464
Leon M. Adler Inc..... 4465
Maclan Realties Inc..... 4465
Mac Sobel Ltd..... 4465
Mar-Ed Corp..... 4466
McClure-Gudewill Limited..... 4466
Morin Heights Express Co. Ltd..... 4466
Morin & Martin Inc..... 4467
National Wiper Textiles Ltd..... 4467
O'Sullivan Lodge Inc..... 4467
Profile Development Inc..... 4468
Progress General Supply Co..... 4468
Rudell Holdings Inc..... 4468
S. & B. Holdings Ltd..... 4469
S. F. A. Ltée..... 4469
Société de Culture des Terres Noires Ltée..... 4469
St. Denis St. Realty Corporation..... 4470
St. Martin Land Investment Corp..... 4470

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

Fruin-Colnon Contracting Company.. 4493
National-U. S. Radiator Corporation .. 4493

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Anjou, comm. d'école..... 4476
Communauté Helléno-Canadienne de l'Ile de Montréal..... 4480
Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la province de Québec Incorporée..... 4477
Cookshire, ville..... 4477
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec..... 4483
Compagnie de Chemins de Fer Arnaud. 4483
Compagnie des Ciments du Saint-Laurent..... 4483
Dorval, comm. écoles cath..... 4476
Drummondville, cité, comm. d'écoles.. 4481
Granby, cité..... 4486
Greenfield Park, ville..... 4481
L'Abord-à-Plouffe, ville..... 4485
La Cie de Films Transatlantique Inc. *et al*..... 4481
La Corporation des Ajusteurs d'assurances de la Province de Québec..... 4480
La Mutuelle Générale des Commissions Scolaires..... 4482
Laprairie, ville..... 4475
Laval des Rapides, ville..... 4486
Longueuil, comm. d'écoles..... 4477
Montréal-Nord, ville..... 4482
Montreal Trust Company et Sogemines Consultants Limited..... 4485
Mont-Royal, comm. d'écoles..... 4484
N.-D.-de-l'Ile-Perrot, paroisse..... 4474
Pointe-aux-Trembles, cité..... 4475
Pointe-aux-Trembles, comm. écoles catholiques..... 4474
Port-Cartier, ville..... 4483
Rawdon, comm. scolaire..... 4484
Rodier, succ. Charles-Séraphin..... 4478
Roxboro, ville..... 4476
Sainte-Dorothée, village..... 4482
St-Hilaire, McMasterville et Otterburn, villages..... 4479
Saint-Martin, cité..... 4480
Saint-Martin, paroisse..... 4479
Salaberry-de-Valleyfield, cité..... 4480
Sept-Iles, ville..... 4479
Sherbrooke, cité, comm. d'écoles catholiques et protestantes..... 4475
Simoneau, Wilfrid..... 4486
Ste-Geneviève, ville..... 4486
St-Louis, comm. d'écoles..... 4487
St-Michel-Archange, paroisse et Giffard, cité..... 4484
The Laprairie Protestant Cemetery.... 4475
Verdun, cité..... 4478
Waterloo, ville..... 4480

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Fruin-Colmon Contracting Company.. 4493
National-U. S. Radiator Corporation .. 4493

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Anjou, school comm..... 4476
Hellenic Canadian Community of the Island of Montreal..... 4480
Quebec Superior Council for Chiropratic, Incoporated..... 4477
Cookshire, town..... 4477
Quebec Automobile Club Insurance Company..... 4483
Arnaud Railway Company..... 4483
St. Lawrence Cement Company..... 4483
Dorval, cath. school comm..... 4476
Drummondville, city, school comm..... 4481
Granby, city..... 4486
Greenfield Park, town..... 4481
L'Abord-à-Plouffe, town..... 4485
La Cie de Films Transatlantique Inc. *et al*..... 4481
La Corporation des Ajusteurs d'assurances de la Province de Québec..... 4480
La Mutuelle Générale des Commissions Scolaires..... 4482
Laprairie, town..... 4475
Laval des Rapides, town..... 4486
Longueuil, school comm..... 4477
Montreal-North, town..... 4482
Montreal Trust Company et Sogemines Consultants Limited..... 4485
Mount Royal, school comm..... 4484
N.-D.-de-l'Ile-Perrot, parish..... 4474
Pointe-aux-Trembles, city..... 4475
Pointe-aux-Trembles, cath. school comm..... 4474
Port-Cartier, town..... 4483
Rawdon, school comm..... 4484
Rodier, estate Charles Séraphin..... 4478
Roxboro, town..... 4476
Sainte-Dorothée, village..... 4482
St-Hilaire, McMasterville et Otterburn, villages..... 4479
Saint-Martin, city..... 4480
Saint-Martin, parish..... 4479
Salaberry-de-Valleyfield, city..... 4480
Sept-Iles, town..... 4479
Sherbrooke, city, catholic and protestant school comm..... 4475
Simoneau, Wilfrid..... 4486
Ste-Geneviève, town..... 4486
St-Louis, school comm..... 4487
St-Michel-Archange, parish and Giffard city..... 8484
The Laprairie Protestant Cemetery.... 4475
Verdun, city..... 4478
Waterloo, town..... 4486

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Cap St-Martin..... 4493
Duhamel..... 4495
Mandeville..... 4494
Massabielle..... 4494
Mistassini..... 4494
St-Philippe..... 4495
St-Raymond, ville..... 4494

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Cap St-Martin..... 4493
Duhamel..... 4495
Mandeville..... 4494
Massabielle..... 4494
Mistassini..... 4494
St-Philippe..... 4495
St-Raymond, town..... 4494

St-Michel Air Service Ltée..... 4470
Taverne Lucky Ltée — Lucky's Tavern Ltd..... 4471
T. D. Investments Inc..... 4471
Team Investment Corporation..... 4471
Three Seven Three Limited..... 4472
Toledo Construction Ltd..... 4472
Toy Creations Ltd..... 4472
Truly Yours Sportswear Inc..... 4473
Tuxedo Park Construction Ltd..... 4473
Victoria Textile Inc..... 4473
Videom Cable Services Ltd..... 4474

SIÈGES SOCIAUX:

Canadian Auto Transmission Inc..... 4508
Crystal Panoramic Window (Quebec) Ltd..... 4507
Elmichael Real Estate Ltd..... 4506
Ideal Litho Inc..... 4507
Rosaire Viens Ltée..... 4507
St. Denis St. Realty Corporation..... 4507
St. Johns Golf Club Limited..... 4507

SOUMISSIONS:

LeMoyne, ville..... 4508
St-Mathias de Bonneterre, comm. scolaire..... 4509

VENTES POUR TAXES:

Alma, comm. scolaire..... 4511
Chambly, ville..... 4512
Lévis, cité..... 4511
Matane, ville..... 4513

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Lamontagne vs Couture *et al*..... 4513

BEAUHARNOIS:

Comm. d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield vs Daoust..... 4514

CHICOUTIMI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Larouche *et al*..... 4514

GASPÉ:

Fournier vs Levesque..... 4515
Marchand vs Dea..... 4515
Ouellet vs Bourget..... 4516

RICHELIEU:

La Société Centrale d'Hypothèque & de Logement vs Perras *et al*..... 4516

SAINT-FRANÇOIS:

Lavoie vs Coté *et vir*..... 4516

TERREBONNE:

Banque Canadienne Nationale vs Les Entreprises Candiac Ltée..... 4517

St-Michel Air Service Ltée..... 4470
Taverne Lucky Ltée — Lucky's Tavern Ltd..... 4471
T. D. Investments Inc..... 4471
Team Investment Corporation..... 4471
Three Seven Three Limited..... 4472
Toledo Construction Ltd..... 4472
Toy Creations Ltd..... 4472
Truly Yours Sportswear Inc..... 4473
Tuxedo Park Construction Ltd..... 4473
Victoria Textile Inc..... 4473
Videom Cable Services Ltd..... 4474

HEAD OFFICES:

Canadian Auto Transmission Inc..... 4508
Crystal Panoramic Window (Quebec) Ltd..... 4507
Elmichael Real Estate Ltd..... 4506
Ideal Litho Inc..... 4507
Rosaire Viens Ltée..... 4507
St. Denis St. Realty Corporation..... 4507
St. Johns Golf Club Limited..... 4507

TENDERS:

LeMoyne, town..... 4508
St-Mathias de Bonneterre, school comm. 4509

SALES FOR TAXES:

Alma, school comm..... 4511
Chambly, town..... 4512
Lévis, city..... 4511
Matane, town..... 4153

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Lamontagne vs Couture *et al*..... 4513

BEAUHARNOIS:

School comm. of the city of Salaberry-de-Valleyfield vs Daoust..... 4514

CHICOUTIMI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Larouche *et al*..... 4514

GASPÉ:

Fournier vs Levesque..... 4515
Marchand vs Dea..... 4515
Ouellet vs Bourget..... 4516

RICHELIEU:

The Central Mortgage & Housing Corp. vs Perras *et al*..... 4516

ST. FRANCIS:

Lavoie vs Côté *et vir*..... 4516

TERREBONNE:

Canadian National Bank vs Les Entreprises Candiac Ltée..... 4517

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.